



FIR DECH A FIR DAÏ LAND

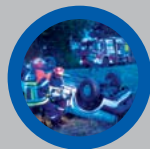


N° 77 /2013

PUBLICATION PÉRIODIQUE DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des services de secours



SOMMAIRE

Préface de Monsieur Michel Feider, Directeur de l'Administration des services de secours	4
Extraits du rapport d'activité 2012	6
Statistiques Protection civile 2012	43
Statistique Service Incendie 2012	47
Noruff op den Här Gérard Wohl	50
Arrivées et départs de personnel à l'Administration des services de secours	52
Le Groupe d'Intervention Vétérinaire - GIV	56
Le Groupe Logistique	58
Le Groupe Ravitaillement	60
Cérémonie en l'honneur des membres méritants de la protection civile	62
D'Fraen am Rettungswiesen – Den Internationalen Fraendag (8.3.2013)	66
Komplexer Verkehrsunfall mit Brand	68
CIBETT Harlem Shake	76
Geisterfahrer	78
Ertragreiches Schulungswochenende mit dem THW	80
Der psychiatrische Patient im Rettungsdienst	82
Frühdefibrillationslehrgang bei der Regionaldirektion der Polizei Diekirch	84
« Truck Rescue Trainer TRT 7000 »	86
Weiterbildung im Ausland des Centre d'Intervention Echternach	88
Safetytour im Centre d'Intervention Larochette	90
Annonce de recrutement pour instructeurs en matière de secourisme ..	92
Changements intervenus au sein des cadres de l'ASS	93
Liens internet	98
Répertoire téléphonique	99

PRÉFACE

D'aucuns me posent parfois la question sur l'état d'avancement de la réforme des services de secours et semblent attendre avec impatience une date butoire, à partir de laquelle cette réforme sera mise en vigueur, imaginant qu'à partir d'une date précise, le fonctionnement des services de secours basculera d'un système vers un autre.

Or, le processus de la réforme a vu le jour, il y a déjà d'ici une dizaine d'années, même si à l'époque la terminologie utilisée se différençait notablement de celle utilisée aujourd'hui. En effet, les premières discussions menées par les uns à cette époque visaient l'avenir du bénévolat, alors que d'autres mettaient en doute la dichotomie du système existant, notamment certains centres de secours, où la fonte des structures étatiques et communales était déjà monnaie courante.



À l'époque, la possibilité de la création d'un corps national était généralement évoquée à mots couverts, le temps n'ayant pas assez mûri pour entamer un large débat allant dans cette direction. Cependant, le Conseil d'Etat, dans son avis sur la loi de 2004 portant création d'une Administration des services de secours, était le premier à ouvrir les portes, regrettant que : «le projet de loi sous avis aurait dûévoquer l'hypothèse extrême d'une intégration véritable de l'ensemble des services de secours et d'incendie sous une seule et même direction ».

Ce que le Conseil d'Etat avait qualifié comme hypothèse extrême s'avère être, 8 ans plus tard, un consensus des parties prenantes concernées.

De même, en ce qui concerne la professionnalisation des services de secours. En 2004, avant mon embauche en tant que directeur, j'avais

préparé un document de réflexion sur l'avenir du bénévolat des services de secours, qui avait retenu toute l'attention du ministre de l'Intérieur à l'époque, Monsieur Michel Wolter. Cependant, à cette même époque, toute allusion en public visant la nécessité d'une embauche d'agents professionnels pour prêter main-forte aux volontaires afin de garantir la survie du bénévolat, aboutissait souvent en une discussion viscérale avec le reproche de vouloir remplacer à terme le volontariat par des structures professionnelles.

Aujourd'hui, ces discussions sont définitivement tempé passati. Bien au contraire, certains centres de secours de la Protection civile regrettent le manque de support de la part de leur direction pour épauler leurs volontaires par la mise à disposition d'agents professionnels.

La réforme des services de secours est un long processus, qui ne se laisse pas dicter par quelques textes législatifs ou quelques adaptations des procédures au niveau opérationnel. La réforme est un processus lent, qui doit mûrir dans les têtes et qui implique un processus de conviction personnelle.

Mais voilà que les gens du terrain ont souvent d'autres soucis terre-à-terre et ils ont au journalier d'autres chats à fouetter, que de réfléchir sur un caractère juridique d'un établissement public, sur un système de fonctionnement d'une structure d'accueil ou encore sur des problèmes juridiques qu'engendre le financement de cette structure.

Une chose est cependant sûre : c'est finalement seulement avec un large consensus que se laisse réaliser une réforme qui puisse garantir le développement durable de nos services de secours.

Michel Feider

Directeur de l'Administration des services de secours

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS POUR L'ANNÉE 2012



1. PERSONNEL

1.1. Personnel professionnel

L'effectif du personnel fixe de l'Administration des services de secours se compose de :

31 fonctionnaires dont :

- 1 directeur
- 3 chefs de division
- 1 attaché de direction
- 1 ingénieur en informatique détaché du Centre informatique de l'Etat
- 2 ingénieurs techniciens inspecteurs principaux 1er en rang
- 1 inspecteur principal à 75%
- 1 chef du bureau adjoint
- 1 rédacteur principal
- 1 expéditionnaire administratif
- 1 artisan dirigeant
- 2 artisans
- 16 préposés au service d'urgence

35 employés dont :

- 6 employés à tâche complète
- 3 employés à tâche partielle dont une personne qui avait un contrat à tâche complète pour une année entre le 1^{er} novembre 2010 et le 31 octobre 2011
- 1 employé à 75% depuis le 1^{er} décembre 2011
- 25 agents professionnels des services de secours

13 ouvriers, dont :

- 1 cuisinier à tâche complète
- 10 ouvriers à tâche complète
- 2 ouvriers à tâche partielle

Le cadre du personnel est complété par trois travailleurs handicapés dont deux ont le statut d'employé de l'Etat et un celui d'ouvrier.

Ils sont engagés tous les 3 à tâche complète.

Parmi le cadre du personnel figure actuellement un artisan détaché par la Ville de Luxembourg.

1.2. Personnel bénévole

Le contingent des agents bénévoles des services de secours comporte à l'heure actuelle **8.163** femmes et hommes. Il y a lieu de relever que certaines personnes assument plusieurs fonctions en même temps.

- 25 centres de secours avec un effectif total de **1.985 bénévoles** assurant 24 heures sur 24 le service ambulancier et le sauvetage dans le pays,
- le groupe d'alerte avec un effectif de 24 volontaires,
- le groupe d'hommes-grenouilles avec un effectif de 32 volontaires,
- le groupe de protection radiologique avec un effectif de 27 volontaires,
- le groupe de protection contre la pollution par produits chimiques
 - dont 51 personnes dans la section anti-pollution Haute-Sûre
 - dont 2 personnes dans le volet analytique
 - et 42 personnes dans la section assurant le volet opérationnel,
- le groupe canin avec un effectif de 27 volontaires,
- le groupe de support psychologique avec un effectif de 126 volontaires,
- l'unité logistique de ravitaillement avec un effectif de 33 volontaires,
- le groupe logistique avec un effectif de 22 volontaires,
- le « Humanitarian Intervention Team » (HIT) avec un effectif de 34 volontaires,
- le groupe d'intervention vétérinaire avec un effectif de 48 personnes,
- le corps des instructeurs avec un effectif de 131 personnes,
- les conseillers techniques avec un effectif de 20 personnes.

Le service d'incendie et de sauvetage comprend 8.300 bénévoles répartis sur 155 corps communaux, dont **5.559 agents actifs entre l'âge de 16 et 64 ans**, 1.415 jeunes en dessous de seize ans, 240 inactifs et 1.086 retraités de plus de soixante-cinq ans.

Il convient de préciser que le nombre total de 8.163 agents ne correspond pas au nombre total de personnes engagées auprès des services de secours étant donné que certains de ces agents remplissent plusieurs fonctions (p.ex. une personne qui est en même temps secouriste-ambulancier, sapeur-pompier et membre d'un groupe spéciale) et sont ainsi comptés plusieurs fois.

2. FORMATION

2.1. Population et entreprises

2.1.1 Cours élémentaires en secourisme

Organisés d'une part en collaboration avec les administrations communales et d'autre part sur demande des entreprises dans le cadre de leurs obligations relatives à la sécurité et santé des travailleurs au travail, les cours élémentaires de secourisme connaissent un succès croissant d'année en année. Le nombre total de **cours élémentaires** de secourisme organisés en 2012 était de **273** avec **4.334 participants** par rapport aux **235** cours avec **2.819 participants** de l'année 2011. Au cours de l'année 2012, **160 cours de rappel** avec **1.173 participants** ont été organisés par l'Administration des services de secours.

2.1.2 Cours de manipulation des extincteurs

Les cours de manipulation des extincteurs sont organisés dans les locaux de l'ENSIS ou encore dans les entreprises. Les instructeurs en matière d'incendie sont chargés de l'instruction de ces cours. Les cours comprennent une partie théorique et une partie pratique et sont adaptés aux besoins individuels des participants de chaque cours.

Au cours de l'année 2012, **14 cours** ont été organisés avec un total de **185 participants** et **3 cours** avec **42 participants** pour l'INAP.

2.1.3 Cours initiation prévention incendie pour les entreprises

Les instructeurs en matière incendie ont organisé pour les entreprises **2 cours** d'initiation en matière de prévention incendie.

2.2. Agents des services de secours

2.2.1 Cours tenus à l'Ecole Nationale de la Protection Civile (ENPC)

Au cours de l'année 2012, 110 secouristes-ambulanciers et 56 secouristes-sauveteurs ont clôturé avec succès leur formation respective. **77 cours** ont été tenus à l'Ecole Nationale de la Protection Civile (ENPC) à Schimpach au cours de l'année d'instruction 2012. Ces cours ont été fréquentés par un total de **1.858 participants** et se répartissent comme suit:

20	cours de sauvetage avec	547	Participants
26	cours pour secouristes ambulanciers avec	715	Participants
2	cours pour le groupe G.P.R. avec	22	Participants
5	cours de plongée avec	98	Participants
2	cours pour les agents du C.N.A. avec	15	Participants
3	cours pour le groupe de support psychologique avec	85	Participants
1	cours pour le HIT avec	19	Participants
3	cours de gestion de situation d'exception avec	78	Participants
8	cours divers avec	197	Participants
1	cours pour le groupe canin avec	12	Participants
3	cours Intranet avec	29	Participants
3	cours pour instructeurs et instructeurs stagiaires avec	41	Participants

2.2.2 Cours tenus à l'Ecole Nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage (ENSIS)

Au cours de l'année 2012, **818 sapeurs-pompiers** ont clôturé avec succès leur formation respective. **90 cours** ont été tenus à l'Ecole Nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage à Niederfeulen au cours de l'année d'instruction 2012. Ces cours ont été fréquentés par un total de **1.621 participants** et se répartissent comme suit:

24	BAT-1	560	Participants
9	BAT-2	183	Participants
6	BAT-3	150	Participants
3	DEPOLL	63	Participants
4	Cours de recyclage pour responsables	64	Participants
3	Cours prévention en matière incendie	81	Participants
2	Cours auto-échelle DLK-B	28	Participants
2	Cours auto-échelle TMF	28	Participants
6	Cours moniteurs des jeunes pompiers	124	Participants
1	Cours radio télécommunications	27	Participants
2	Cours pour instructeurs et instructeurs-stagiaires	31	Participants
28	Cours AS et CF 1 et recyclage (ARI)	282	Participants

En ce qui concerne la formation au niveau cantonal, les instructeurs en matière d'incendie ont organisé les formations suivantes :

10	Cours FGA-1 (30 heures)	121	Participants
5	Cours FGA-2 (28 heures)	71	Participants
11	Cours AGT (24 heures)	144	Participants

En total, **26 cours** ont été organisés au niveau cantonal avec un total de **336 candidats**.

2.3. Exercices

2.3.1. Exercices nationaux

Exercice Rescue Rock

En date du 2 mars 2012, s'est tenu un exercice de sauvetage à Bettembourg auquel ont participé plusieurs équipes de sauvetage de la région, les sapeurs-pompiers de la Ville De Luxembourg ainsi que des membres de la Base Nationale de Support de Lintgen. L'exercice simulait les effets d'une intempérie sévère qui comportaient de nombreuses personnes blessées et un incendie suite à un coup de foudre. L'objectif de l'exercice portait sur la coopération des différentes équipes de secours dans le cadre de la gestion d'une situation d'exceptions (GSE), notamment en ce qui concerne la structure de commandement, la coordination et la logistique. Lors de la planification de l'exercice, les organisateurs de l'exercice avaient attaché beaucoup d'importance sur la non-divulgaration d'informations préalables sur le contenu de l'exercice afin de créer des circonstances proches de la réalité.

L'exercice comportait un élément particulier pour les participants : les premiers arrivés étaient confrontés avec un accident de route avec trois blessés avant de faire face à l'accident principale. Cette idée forçait les participants à se réadapter au cours de l'exercice.

L'exercice a soulevé l'importance de l'approche à adopter par les premiers arrivés pour évaluer l'envergure de l'accident ainsi que la nécessité de devoir réorganiser et réadapter la gestion opérationnelle lors d'une situation d'exception.

Exercice Findel

En octobre 2012, l'Administration des services de secours a participé à un exercice à l'aéroport au Findel organisé par les sapeurs-pompiers de l'aéroport et les sapeurs-pompiers de la Ville de Luxembourg. L'accident à gérer simulait une collision entre une Boeing du type 737-700 (40 passagers) et un bus (avec 10 passagers) causant ensuite plusieurs collisions supplémentaires et un incendie. L'exercice portait, d'une part, sur le déclenchement du plan d'urgence « Accident à l'aéroport - Cat. 2 » et du « Plan d'Intervention Aéroportuaire » et, d'autre part, sur la prise en charge de nombreuses personnes blessées.

L'Administration des services de secours était représentée par le groupe de support psychologique (GSP) qui était responsable de la prise en charge des victimes indemnes et des membres de famille des victimes.

Exercice Markusbiertg

Conformément à la loi du 21 novembre 2007 et le règlement grand-ducal du 20 décembre 2007 relatif aux mesures de sécurité applicables dans certains tunnels routiers, des exercices périodiques grandeur nature effectués dans des conditions aussi réalistes que possibles doivent être réalisés au moins tous les quatre ans. L'Administration des ponts et chaussées était responsable de l'organisation de cet exercice auquel ont également participé l'Administration des services de secours, la Police Grand-Ducale, l'Inspection du travail et des mines et les services

du « Landesbetrieb für Strassenbau – Saarland ».

Le dernier exercice au tunnel « Markusbiert » a eu lieu en 2009 lors duquel des points d'amélioration concernant l'alerte, la gestion des unités de secours, les installations techniques et la communication ont été retenus. L'objectif de l'exercice en 2012 était de tester les mesures prises suite aux recommandations formulées en 2009.

2.3.2. Exercices internationaux

Exercices de mise en œuvre du plan particulier d'intervention en cas d'accident dans la centrale électronucléaire de Cattenom « 3en1 »

Les Exécutifs de la Grande Région, réunis en Sommet Extraordinaire à Metz le 20 avril 2011, ont convenus de renforcer la coopération dans l'établissement et de la mise en œuvre des plans de gestion opérationnelle en matière d'accidents nucléaires. Dans ce cadre, un exercice en trois phases, dénommé « 3en1 » (1 scénario d'accident combiné avec 3 exercices distincts a été planifié), dont 2 parties ont été organisées en 2012 et un troisième exercice aura lieu en 2013.

Le premier exercice de cadre de gestion de crise, organisé par les Länder de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, qui a eu lieu du 27 au 28 juin 2012, visait la gestion de crise en une « phase de menace », c'est-à-dire une phase accidentelle au cours de laquelle il n'y a pas encore eu de rejets dans l'environnement.

Le deuxième exercice, organisé par le Luxembourg, qui a eu lieu du 5 au 6 décembre 2012, visait la gestion de crise en une « phase de rejets », c'est-à-dire une phase accidentelle au cours de laquelle il y a eu des rejets dans l'environnement.

L'ASS a été impliquée dans la préparation et l'exécution de l'exercice. L'administration a participé tant au niveau de la cellule de crise gouvernementale à Senningen, qu'au niveau de la cellule d'évaluation radiologique installée à l'ASS. Le groupe de support psychologique de la

Division de la Protection civile était chargé d'assurer le fonctionnement du « numéro vert » gouvernemental.

L'ASS a assuré au cours du deuxième exercice le volet « host nation support », c'est-à-dire l'accueil et la gestion de l'assistance externe, sollicitée au cours de l'exercice.

Exercice européen Grandeur nature « EU COMMAND POST »

En date du 14 au 16 novembre 2012, l'Administration des services de secours a participé à l'exercice communautaire grandeur nature intitulé « EU COMMAND POST » qui s'est déroulé dans le département français de l'Aude. Le thème portait sur un tremblement de terre majeur en zone méditerranéenne associé à un tsunami, incluant une série de catastrophes naturelles et technologiques majeures affectant simultanément plusieurs pays.

La situation impliquait rapidement une désorganisation du commandement et nécessitait la mise en œuvre et la projection sur le terrain de plusieurs postes de commandements mobiles (OSOCC). Le Mécanisme européen de protection civile a été activé immédiatement et a requis l'assistance des Etats membres par l'intermédiaire du Centre d'Information et de Suivi (MIC) à Bruxelles.

L'objectif était de tester la mise en œuvre des moyens par voies aériennes, terrestres et maritimes, la capacité des Etats membres à faire face à ce type de catastrophes et le fonctionnement de la chaîne de commandement.

Il a été fait appel à des équipes d'évaluation et des modules opérationnels de commandement des Etats membres qui ont soutenu les pays (fictifs) dévastés. Le MIC a été appelé à engager simultanément 7 équipes d'évaluation en provenance des Etats membres compte tenu de la situation opérationnelle, puis de demander l'engagement de 7 postes de commandements mobiles des Etats membres pour renforcer le dispositif de commandements.

Plusieurs Etats membres ont participé à l'exercice en envoyant des postes de commandement mobiles permettant d'établir des liaisons directes entre la direction de l'exercice et le MIC.

La direction de l'exercice a joué le rôle d'un Centre de Coordination Opérationnel Européen sur le terrain et a injecté simultanément des évènements graves nécessitant des évaluations immédiates pour engager virtuellement les modules de protection civile des Etats membres permettant ainsi de tester les capacités des Etats membres à faire face à une situation de catastrophes concernant plusieurs Etats et la nécessité de mettre en œuvre la clause de solidarité de l'Union européenne.

3. ACTIVITÉS

3.1. Division de la protection civile

3.1.1. Le service ambulancier

La division de la protection civile dispose de 56 ambulances qui sont réparties comme suit :

- 48 ambulances à disposition des 24 centres d'intervention
- 1 ambulance pour l'Ecole Nationale de la Protection Civile
- 2 ambulances pour des transports infectieux
- 1 ambulance pour le transport de patients obèses
- 1 ambulance pour le transport de patients nécessitant de soins intensifs
- 3 ambulances de réserve dont une est stationnée à Bettembourg, une à Lintgen et une à Wiltz.

Pendant l'année **2012**, les ambulances de la division de la protection civile ont effectué **35.839 sorties** en parcourant **1.104.640 kilomètres** par rapport à 34.804 sorties et 1.065.332 kilomètres parcourus en 2011. Ces interventions se répartissent comme suit :

1.773	sorties dans le cadre des accidents de circulation
5.039	sorties dans le cadre d'accidents divers (travail, ménage, etc.)
8.859	sorties dans le cadre de transports de malades non urgents
16.296	sorties dans le cadre de transports urgents
3.852	sorties dans le cadre d'interventions diverses (incendies, manifestations, exercices)

Depuis que le service ambulancier est assuré par la protection civile, les ambulances ont parcouru un total de 31.342.759 kilomètres lors de 899.983 sorties de 1962 à 2012.

3.1.2. Le service d'aide médicale urgente

Les statistiques suivantes témoignent du nombre d'interventions effectuées par le SAMU au cours de l'année 2012 :

Ettelbruck : 1.412 sorties
Esch/Alzette : 2.874 sorties
Luxembourg : 3.378 sorties

Soit au total : **7.664 sorties** ou en moyenne **20,9 sorties** par jour effectuées par les antennes mobiles du SAMU.

3.1.3. Le service de sauvetage

Au cours de l'année 2012, les véhicules de sauvetage de la division de la protection civile ont parcouru **222.026 km** pour **6.431 sorties**; le total du temps d'intervention presté par les volontaires pendant les interventions était de **17.603 heures**.

3.1.4. Groupe de protection radiologique (GPR)

Au cours de l'année 2012, le GPR est communément intervenue avec la Division de la radioprotection à 5 alertes concernant des événements avec des sources radioactives sur le territoire national. Deux des appels venaient de centres de recyclages, où les portiques de contrôle avaient déclenché une alarme à la radioactivité. Une autre intervention se déroulait dans l'industrie où un véhicule avait déclenché une alarme sur les portiques de contrôle à la radioactivité. Et une dernière intervention se faisait sur une demande d'assistance de la Police Grand-Ducale, afin de sécuriser des substances radioactives découvertes au cours d'une intervention de leur part. Aucun de ces événements n'avait un impact sanitaire pour la population ou des travailleurs concernés.

Comme en 2011, en 2012 deux membres du groupe ont passé leur examen pour instructeur en matière de protection radiologique, ce qui fait passer le nombre des instructeurs en matière à six.

En 2012, le groupe a organisé pour une première fois, depuis l'entrée en vigueur du RGD du 6 mai 2010, des séances d'examens pour l'obtention du "Brevet en matière de protection radiologique". Ce brevet est équivalent avec les brevets des formations tenus dans les pays voisins.

Le GPR a organisé pour ses membres 2 formations d'entraînement pratique sur le terrain. Ces formations visaient un approfondissement des connaissances scientifiques dans la détection et l'identification de substances radioactives afin d'étendre ses connaissances aux nouveaux risques et techniques de mesures de la radioactivité.

En 2012, les instructeurs en radioprotection du GPR ont tenu 7 cours d'initiation en matière de radioprotection à l'attention des participants aux formations de sauvetage, d'incendie et 2 cours dédiés au groupe de support psychologique de la Protection Civile. Par ailleurs, deux cours approfondies en matière de protection radiologique ont été tenus à l'école de la Police Grand-Ducale.

Pour le groupe, l'année 2012 était toujours marquée par les conséquences de l'accident nucléaire de Fukushima, au Japon le 11 mars 2011. Ceci s'est manifesté dans la participation active du groupe dans l'exercice nucléaire de la Grande-Région, nommé "3en1", initié par les décideurs politiques lors du sommet de la Grande Région, le 26 avril 2011.

Les missions principales du groupe portaient sur l'établissement et l'échange transfrontalier, de cartes radiologiques, déterminant le degré de contamination dans les territoires affectées, prévu par le scénario. Au-delà, il s'agissait de préparer la gestion des équipes mobiles de mesures sur le terrain, qui seront déployées dans la dernière phase de l'exercice "3en1".

En 2012, le GPR a participé à plusieurs exercices d'urgence nucléaire internationaux, dont les plus importants étaient:

- trois exercices ECURIE (CE),
- trois exercices type ConvEx, avec l'AIEA à Vienne.

3.1.5. Groupe d'alerte (CNA- central national d'alerte)

En 2012, les cadres et les membres du groupe ont participé à des formations et séminaires auprès de « l'Akademie für Krisenmanagement, Notfallplanung und Zivilschutz » du « Bundesamt für Bevölkerungsschutz und Katastrophenhilfe » en Allemagne.

L'instruction des membres du CNA, composé exclusivement de volontaires, s'est faite par ordre semestriel à raison de 16 réunions d'instruction au bâtiment de la direction de l'ASS.

La participation aux séminaires de l'ASS et de l'INAP ainsi qu'aux deux week-ends de formations annuelles à l'Ecole Nationale à Schimpach ont fait également partie de la formation des membres du CNA.

En collaboration avec le service météorologique de l'ANA (Administration de la Navigation Aérienne) et le DWD (Deutscher Wetter Dienst) le groupe d'alerte fait dorénavant part des utilisateurs du système de gestion d'alerte météorologique FeWIS.

Par arrêté ministériel du 16 janvier 2012, deux membres du groupe ont été nommés instructeur de gestion de crise CBRN.

En 2012, le CNA a participé à des exercices internationaux et nationaux.

3.1.6. Unité de support logistique.

L'unité de support logistique est un groupe composé de volontaires des différents centres de secours de la division de la protection civile ou des corps de sapeurs-pompiers qui soutiennent la Base Nationale de Support (BNS) dans des interventions de longue durée ou de missions spéciales. Elle se compose d'une vingtaine de personnes avec des formations techniques différentes, ainsi d'instructeurs en sauvetage et en secourisme.

Des réunions d'information et d'instruction se sont tenues à la BNS à Lintgen ou sur le terrain. Au cours de l'année, le groupe a effectué **51 interventions** cumulant **1.266 heures** d'intervention des volontaires et parcouru **14.375 kilomètres**.

3.1.7. Unité logistique de ravitaillement

L'Administration des services de secours dispose d'une unité logistique de ravitaillement, qui est rattachée à la Base Nationale de Support à Lintgen et qui intervient en cas d'accidents ou d'exercices s'étendant sur un laps de temps important. Ce groupe intervient également lors de grandes manifestations tels que des concerts ou lors d'exercices transfrontaliers et internationaux. L'unité logistique de ravitaillement est constituée de trois équipes qui, en cas de catastrophe, garantissent une présence 24/24 heures.

Au cours de l'année 2012, le groupe a eu 10 activités différentes, dont notamment le ravitaillement pour les participants de l'exercice Cattenom.

3.1.8. Groupe canin

Le groupe se compose actuellement de :

- 1 chef de groupe
- 1 conseiller technique cynotechnique CYN 3
- 1 chef d'unité CYN 2
- 1 chef de groupe adjoint
- 1 vétérinaire
- 14 maîtres-chiens brevetés, en formation et stagiaires
- 7 membres sans chien

Il est à noter que certains membres remplissent plusieurs fonctions au sein du groupe.

A plusieurs reprises, des entraînements, des week-ends et stages de formation se sont déroulés sur le CFRSD (Centre de formation

de recherche et de sauvetage en décombres) à Altwies. Des thèmes différents sur la recherche de personnes ensevelies, de recherche en quête, et des exercices OPS (opérationnels) ont été organisés.

La finalité de ces exercices et stages était d'apprendre à gérer le stress, l'intégration dans des équipes étrangères, la fatigue, le froid, la chaleur, le matériel, les vivres et le chien.

En février, quatre membres du groupe ont participé pendant plusieurs jours à un stage de recherche en milieu enneigé (avalanche) à Cornimont dans les Vosges.

En mars, six maîtres-chiens stagiaires ont passé et réussi leur test d'initiation.

En mai, un exercice de 4 jours surnommé « Exercice des 3 Frontières » a été organisé avec une équipe cynotechnique de sapeurs-pompiers français, des sapeurs-pompiers allemands et des membres du THW. Plus de 35 participants ont participé à cette formation.

En juin, le Groupe Canin a participé au défilé pour la Fête Nationale. Pour la cinquième fois consécutive, le groupe a défilé avec un détachement à pied.

En septembre, des maîtres-chiens de la K-9 Unit du Texas ont rendu visite et ont participé à une session d'entraînement.

En octobre, deux membres du Groupe Canin ont passé avec succès leurs tests de contrôle opérationnel (TCO) en décombres et en quête. Ce test était organisé par un conseiller cynotechnique du SDIS 57.

En décembre, le Groupe Canin avait organisé un stage opérationnel de 3 jours sur un terrain militaire en France sous des conditions de neige et de températures très basses. Le but de cet exercice était de mettre les équipes de recherche dans des conditions réelles comme lors des interventions à l'étranger.

Le groupe canin a organisé et participé à 7 week-ends de formation opérationnels aussi bien à l'étranger, qu'à l'ENPC que sur le centre de formation à Altwies. Lors de ces week-ends les équipes doivent être totalement autonomes et opérationnelles. Durant ces jours les équipes sont confrontées à des exercices de cheminement, parcours d'obstacles, d'obéissance, de recherche en décombres et quête, de descentes en rappel avec chien, à des exercices de nuit qu'à des cours théoriques.

Vu l'importance des missions qui leurs sont confiées, tous les membres doivent se soumettre régulièrement à 2 entraînements collectifs à raison de 8 à 10 heures par semaine. Des entraînements supplémentaires et individuels sont organisés continuellement.

Le Groupe Canin a participé également à divers exercices et démonstrations.

Le Groupe Canin intervient aussi lors de capture d'animaux dangereux ou blessés suite à des accidents comme par exemple la capture d'animaux errants sur la voie publique.

En 2012 le Groupe Canin a presté un total de **5.144** heures.

3.1.9. Groupe d'hommes-grenouilles

Au cours de l'année 2012, les hommes-grenouilles sont intervenus 24 fois avec un total de 169 heures prestées, dont :

27	heures lors de 2 interventions de recherche de personnes
32	heures lors de 3 interventions d'accidents de circulation
9	heures lors de 3 interventions de sauvetage de personnes
20,5	heures lors de 3 interventions concernant une noyade
43,5	heures lors de 6 interventions de recherche de biens
29,5	heures lors de 6 interventions diverses
8	heures lors de 1 intervention avec le ROV/Sidescan

En outre, **3.420** heures de permanence ont été prestées près du lac du barrage d'Esch-sur-Sûre pendant la période estivale (permanence

prévue par le règlement grand-ducal du 19 mars 1979 instituant près du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre un poste de premiers secours pendant la saison touristique) et **3.651** heures de permanence ont été prestées à l'occasion d'autres activités et engagements en 2012.

Ceci fait au total **7.240** heures prestées en **2012** par les volontaires du groupe des hommes- grenouilles.

En ce qui concerne la formation continue, les membres du groupe ont participé aux formations suivantes :

- Participation avec 25 plongeurs à une formation de la sécurité civile à Millau en France,
- 5 formations avec la Police Grand-Ducale,
- 3 formations communes avec les plongeurs de la Police de la Sarre,
- 13 formations communes avec les plongeurs du Département de la Moselle au lac du barrage de la Haute-Sûre,
- 10 formations communes avec les plongeurs du Département du Nord au lac du barrage de la Haute-Sûre,
- 5 formations à l'ENPC avec un total de 311 participants,
- 33 unités de formations à la piscine en hiver avec un total de 349 participants,
- Visite à « Oceanology International 2012 » à Londres avec 2 participants,
- 1 jour de formation sous forme d'un exercice avec des membres de Luxembourg Air Rescue et le SAMU.

Le groupe a également dispensé des formations, à savoir :

- 1 formation de permis de navigation sur les eaux intérieures pour 72 personnes,
- 1 formation de permis de navigation sur les eaux côtières,
- 1 soirée de formation à la piscine pour les centres de secours,
- 18 soirées pour plongeurs avec test intermédiaire.

Le groupe a en outre participé à 2 réunions du HIT à l'étranger.

3.1.10. Groupe de lutte contre les pollutions par produits chimiques

Actuellement, le groupe de lutte contre les pollutions par produits chimiques se compose de 95 membres dont 53 affectés aux sections 1 et 2 et 42 à la section anti-pollution Haute-Sûre.

Au cours de l'année 2012, 5 membres du groupe ont participé à une journée de formation prestée par une firme externe concernant le maniement d'un appareil de mesure infrarouge.

En ce qui concerne les interventions, le groupe est intervenu 5 fois en 2012 dans l'intérêt de la lutte contre la pollution du milieu naturel par hydrocarbures et autres agents chimiques.

3.1.11. Groupe de support psychologique

L'année du quinzième anniversaire du Groupe de support psychologique (GSP) était marquée par différents points, à savoir :

- Une nouvelle croissance du total des interventions comparé avec les dernières années. Les membres actifs du GSP ont effectué 237 interventions au cours de l'année 2012. 53 membres différents du groupe ont participé à ces missions et sont intervenus pour un total de 438 sorties de personnes, seuls ou à plusieurs. Le nombre total d'heures d'intervention prestées lors des 237 interventions est de 1.421 heures. Le temps d'intervention moyen par sortie est de 3,25 heures. En moyenne, chacun des 53 intervenants actifs a consacré environ 40 heures pour des missions.
- L'organisation en collaboration avec la « Notfallseelsorge und Krisenintervention Saarland » et « Blaulicht e.V. » de Kaiserslautern d'un Forum international de conférences sur le thème de la « Prise en charge psychologique lors d'évènements majeurs dans la Grande Région ». Cette manifestation, avec plus de 130 inscriptions, avait regroupé à l'International School Luxembourg les responsables

de tous les services concernés par la psychologie d'urgence dans la Grande Région, à savoir : la Wallonie, la Lorraine, la Sarre, la Rhénanie Palatinat et le Grand-Duché. Un des objectifs de cet échange multinational avec les services concernés dans la Grande Région était de promouvoir la coopération internationale dans le domaine du support psychologique. Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, Jean-Marie Halsdorf et Monsieur Paul Schroeder, Attaché de Gouvernement, honoraient le Forum avec leur présence.

- Une séance académique avec 190 participants au Lycée de Garçons à Luxembourg ou l'expert, Mme Dr Jutta Helmerichs, sociologue et chef de file de la gestion des crises psycho-sociales à l'Office fédéral de la protection de la population et de l'aide en catastrophe - BBK, a expliqué au cours de son exposé l'importance de l'aide pour les sauveteurs. Ceci constituait une des premières missions du GSP lorsque le projet pilote débuta dans la région de Bettembourg avec une poignée de bénévoles engagés, il y a 15 ans.

Nombre d'interventions

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Inter-ventions	108	157	146	186	192	239	240	263	243	218	208	201	237

3.1.12. Groupe d'intervention chargé de missions humanitaires

Dans un souci d'appliquer les dispositions du règlement grand-ducal du 6 mai 2010 déterminant les missions spécifiques, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la division de la protection civile de l'ASS, la direction a entamé la réorganisation du HIT envers une structure plus efficace du groupe, un travail dans lequel l'ASS est assistée par le « Technisches Hilfswerk (THW)». Cette réorganisation prévoit, entre autres, la création d'un TAST (« Technical Assistance and Support Team ») qui a pour mission de fournir de l'assistance technique et logistique pour différents types de modules, équipes ou centres opérationnels.

En ce qui concerne les interventions du groupe, les opérations à l'étranger se sont toutes réalisées dans le cadre d'emergency.lu :

- En janvier 2012, 4 membres sont partis au Sud-Soudan pour déployer le système dans les régions de Bentiu, Renk, Pibor et Maban. La mission s'est déroulée sous la coordination du « Emergency Telecommunications Cluster (ETC) » du Programme alimentaire mondiale (PAM) des Nations Unies. Lors de la mission, les membres du groupe ont également tenu des formations pour des techniciens du PAM afin que ceux-ci puissent prendre le relais. La mission d'emergency.lu s'est terminée au mois d'avril 2012.
- 2 membres du groupe sont partis aux Îles de Comores pour soutenir une équipe UNDAC (« United Nations Disaster Assessment and Coordination »).
- Au cours du mois de novembre, 2 membres ont déployé le système emergency.lu au Népal dans le cadre d'une mission du PAM (Programme Alimentaire Mondiale).
- En décembre 2012, 2 membres sont partis en Venezuela pour soutenir une mission de l'UNHCR (« United Nation High Commissioner for Refugees »).

Le HIT a également tracé le bilan sur les interventions et la formation de ses membres. Au cours de l'année 2012, les membres du HIT ont participé à plusieurs formations et exercices, à savoir :

- 2 membres du groupe ont suivi une formation « Let's Net » du PAM des Nations Unies,
- 3 membres ont participé à une formation spécifique en matière de TAST à l'Ecole fédérale du THW à Neuhausen,
- 3 membres ont participé aux formations dans le cadre du Mécanisme de la protection civile de l'Union européenne, à savoir les modules CMI, OPM et IMC,
- 2 membres du HIT ont suivi un exercice de certification « INSARAG » du THW en Allemagne,
- 6 membres du groupe ont en outre participé au « EU COMMAND POST

EXERCISE » à Carcassonne en France,

- 3 membres étaient présents lors de l'exercice IPA sur les inondations en Croatie.

Le groupe a en outre participé au tournage du film « emergency.lu ».

3.1.13. Groupe d'intervention vétérinaire

Le groupe d'intervention vétérinaire (GIV) a été nouvellement créé en 2012. Il se compose de membres des sapeurs-pompiers volontaires, des sapeurs-pompiers professionnels, de la protection civile et de spécialistes en matière de santé animale et bien-être des animaux.

Le groupe dispose de quatre fonctions principales, à savoir :

- (1) la protection, le secours, le sauvetage et la prestation de premiers soins d'animaux domestiques et sauvages dans des situations d'urgence exceptionnelles,
- (2) le transport éventuel d'animaux pris en charge sous (1) vers des structures spécialisées,
- (3) le support des groupes canins dans le cadre d'interventions et d'exercices,
- (4) la formation et la formation continue des sapeurs-pompiers et des membres de la protection civile pour ce qui concerne la prise en charge d'animaux.

Au cours de l'année 2012, le groupe a défini un curriculum précis en ce qui concerne la formation de ses membres. Les membres doivent non seulement disposer d'une formation de base, mais ils doivent en outre passer avec succès une formation spécifique GIV de 42 heures. La formation continue se concentre principalement sur des matières biologiques, comme par exemple, les zoonoses, l'épidémiologie, la sécurité de denrées alimentaires, des cours spéciaux pour des groupes canins ou la protection radiologique dans le domaine biologique.

3.2. Division d'incendie et de sauvetage

3.2.1. Produit de l'impôt spécial 2000-2012

La loi du 21 février 1985 a modifié le taux de l'impôt applicable aux primes d'assurance contre l'incendie prévu dans la loi allemande dite « Feuerschutzsteuergesetz » du 1er février 1939, introduite pendant l'occupation, et qui avait été maintenue en vigueur par arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944.

Par l'augmentation de ce taux de 4% à 6%, les moyens financiers du service d'incendie et de sauvetage ont été considérablement augmentés.

Produit de l'impôt spécial 2000-2012 :

Année	Produit de l'impôt spécial
2000	2.611.055
2001	2.267.439
2002	3.147.425
2003	3.823.193
2004	3.578.302
2005	3.761.003
2006	4.076.869
2007	3.415.360
2008	4.202.963
2009	5.195.685
2010	4.964.197
2011	4.289.391
2012	4.578.316

Un premier versement est alloué à la caisse d'assurance des sapeurs-pompiers contre les risques d'accident en service. Ce versement varie en fonction des accidents survenus aux sapeurs-pompiers en cours d'exercice.

Ensuite, les sommes nécessaires à l'inspection du matériel d'incendie et des corps de pompiers, à l'instruction de ces mêmes corps ainsi qu'aux caisses de secours, aux primes d'encouragement et aux indemnités pour actes de dévouement sont prélevées. Le surplus est réparti entre les communes, à titre de subventions, pour l'achat de matériel ainsi que pour l'organisation d'un service régulier et permanent de secours en cas d'incendie.

3.2.2. Affectation du produit de l'impôt spécial – Subventions aux communes

Les subventions sont fixées en fonction des dépenses d'acquisition du matériel d'incendie et des frais de construction des immeubles servant au service d'incendie. Les taux appliqués varient en fonction des dépenses effectuées et des sommes à répartir. Ils sont actuellement de 50% pour l'acquisition de matériel et de 50% d'un montant plafonné pour la construction et la transformation des immeubles.

L'affectation de cet impôt se fait, suivant arrêté grand-ducal du 31 janvier 1907, comme suit:

Division d'incendie et de sauvetage: affectation du produit de l'impôt spécial :

Année	Subventions aux communes
2000	1.573.842
2001	932.183
2002	1.408.244
2003	2.317.532

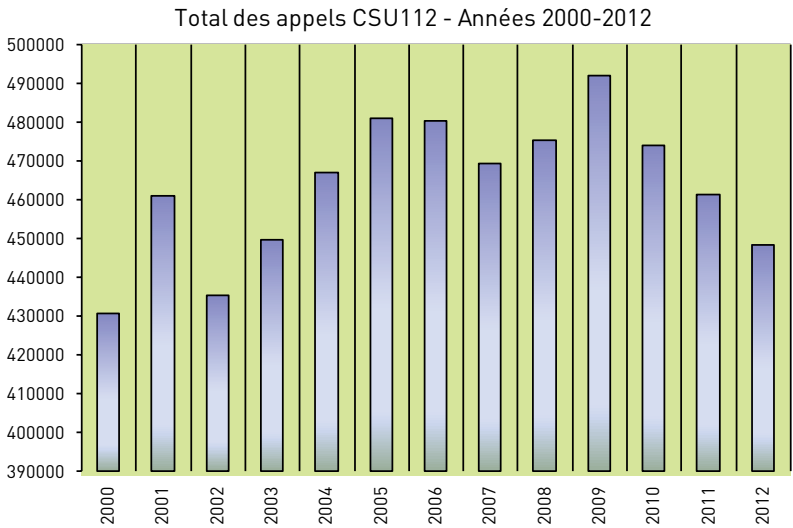
2004	1.979.213
2005	1.778.296
2006	2.256.506
2007	1.365.102
2008	2.593.798
2009	3.026.886
2010	3.070.109
2011	2.229.609

4. CENTRAL DES SECOURS D'URGENCE

Au cours de l'année **2012, 448.179** appels ont été enregistrés au central des secours d'urgence [CSU112].

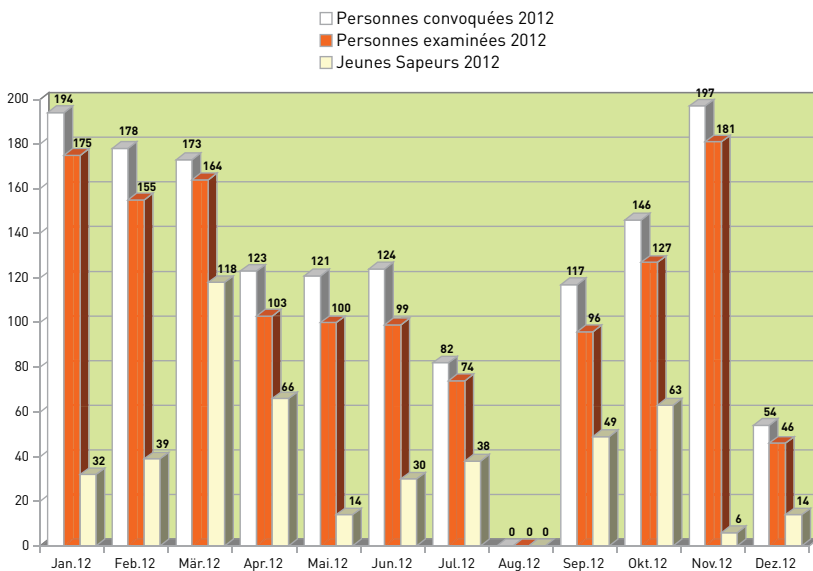
MOIS	Appels entrants
Janvier	38981
Février	38667
Mars	39334
Avril	39080
Mai	42053
Juin	37935
Juillet	38272
Août	31847
Septembre	34413
Octobre	35456

Novembre	33973
Décembre	38168
TOTAL	448179



5. SERVICE MÉDICAL

Le service, qui compte actuellement 13 médecins et 31 assistants techniques médicaux, fonctionne depuis septembre 2001 dans les locaux au 112, bd. Patton à Luxembourg. Au cours de l'année 2012, 1.509 personnes ont été convoquées, dont 1.320 personnes se sont présentées à l'examen médical obligatoire. En outre, 469 jeunes sapeurs-pompiers ont été examinés au cours de l'année 2012.



6. RELATIONS INTERNATIONALES

6.1. Union Européenne

6.1.1. Groupe de travail « protection civile » du Conseil de l'Union européenne (PROCIV)

Au cours de l'année 2012, les représentants de la direction de l'Administration des services de secours ont participé à 14 réunions du groupe de travail « protection civile » du Conseil de l'Union européenne (Prociv), dont 8 sous Présidence danoise et 6 sous Présidence chypriote.

La priorité du groupe portait sur la proposition de décision du Parlement et du Conseil sur le Mécanisme européen de la protection civile. En outre, le groupe a élaboré un projet de conclusions en ce qui concerne le plan d'action de l'Union en matière de CBRNE

6.1.2. Commission européenne

6.1.2.1. Comité de la protection civile

L'Administration des services de secours a participé aux deux réunions semestrielles du Comité de la protection civile. Les participants ont analysé la fonctionnalité du Mécanisme de la protection civile de l'Union européenne et ont délibéré sur les urgences les plus importantes en Europe. Le Comité a également établi son programme de travail pour l'année 2012.

6.1.2.2. Réunions des Directeurs-Généraux de Protection Civile de l'Union européenne

L'Administration des services de secours participe aux réunions biennuelles des Directeurs Généraux des Protections Civiles européennes, organisées par la Commission européenne et conjointement avec les pays en charge de la Présidence. Les sujets abordés lors de ces réunions portaient notamment sur :

- l'état d'avancement de la révision de la législation européenne relative au Mécanisme communautaire visant la favorisation de la coopération renforcée dans le cadre des interventions de secours de protection civile et les aspects financiers y relatifs,
- un débat d'orientation sur la création de modules d'intervention et des capacités de réponse opérationnelle de l'UE en matière de protection civile,
- un débat d'orientation sur les capacités manquantes éventuelles au sein des protections civiles européennes,
- l'état d'avancement de l'évaluation des risques naturels et industriels au sein des Etats membres,
- le retour d'expérience de différentes catastrophes en Europe,
- la coopération avec des pays tiers dans le cadre de la protection civile européenne.

6.2. Conseil de l'Europe

L'Administration des services de secours assure la fonction du Correspondant Permanent auprès de l'Accord partiel ouvert EUR-OPA (Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs).

Les programmes d'action de l'Accord portent essentiellement sur les thématiques de la réduction des risques de catastrophes et ceci en collaboration avec d'autres initiatives internationales comme l'UNISDR, l'Office des Nations Unies pour la mise en œuvre de la Stratégie Internationale pour la Réduction des Risques, le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015, ou encore le Forum européen pour la réduction des risques de catastrophes (EFDRR).

Des sujets plus ponctuels font également l'objet des activités de l'Accord, comme par exemple, les initiatives dans le domaine de la réduction des risques des personnes en situation de handicap ou de certains groupes vulnérables.

6.3. Commission internationale pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS)

Dans sa fonction de Centre principal d'alerte (CPA) auprès de la Commission Internationale pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS), l'Administration des services de secours a participé aux travaux du groupe de travail « Prévention des pollutions accidentelles ».

Dans ce groupe de travail un membre de l'administration a participé aux réunions les 12 juin, 9 octobre et 13 novembre au secrétariat à Trèves. Les sujets principaux de ces réunions étaient :

1. Mise à jour de la liste des sites industriels présentant un risque potentiel pour les cours d'eau transfrontaliers
2. Mise à jour de la liste des pollutions accidentelles survenues entre 2008 et 2011 voire 2012, y compris l'évaluation de ces dernières
3. Etat d'avancement des travaux relatifs à INFOPOL-MS
4. Les cartes numériques en tant qu'annexes au PAA analogue et numérique

Un membre de l'administration a participé à la réunion plénière les 10 et 11 décembre 2012 à Daun. Cette réunion, qui était organisée par la délégation allemande, rassemblait les membres des délégations de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et du Luxembourg.

6.4. Commission internationale de la Meuse (CIM)

Un membre de l'Administration des services de secours a représenté le Luxembourg au sein de la Commission Internationale de la Meuse dans le groupe de travail « Pollutions accidentelles ».

En 2012, les travaux du groupe « Pollutions accidentelles » ont fait l'objet d'une seule réunion conformément au plan de travail, réunion qui s'est tenue le 18 juin à Liège. Il reste à relever que les groupes de travail chargés des pollutions accidentelles pour la Meuse et l'Escaut fonctionnent dans le cadre de réunions communes durant lesquelles

des procédures analogues pour les deux bassins sont discutées et un échange mutuel d'expériences peut avoir lieu.

La réunion du 18 juin consistait donc en un atelier auquel ont participé les membres des délégations et des représentants des Centres principaux d'alerte (CPA) de toutes les parties. Cette approche permet d'évaluer avec les services opérationnels le fonctionnement des systèmes d'avertissement et d'alerte, et le cas échéant, de le modifier. Les tests de communication mensuels avec tous les CPA, un exercice d'alerte et l'analyse des notifications et incidents constituent la base d'un tel atelier.

Un membre de l'Administration des services de secours a participé les 22 et 23 novembre à la séance plénière de la CIM à Namur. Lors de cette assemblée les différents groupes de travail présentaient leurs résultats.

6.5. OTAN

L'Administration des services de secours est membre du sous-groupe CPG (Civil Protection Group) du CEPC (Comité des plans d'urgence dans le domaine civil – ancien SCEPC) de l'OTAN, qui est le principal organe OTAN de consultation pour la protection des populations civiles et l'utilisation des ressources civiles à l'appui des objectifs de l'OTAN.

Le groupe CPG s'est réuni pour sa réunion plénière de printemps au siège de l'OTAN à Bruxelles les 12 et 13 avril 2012. La réunion plénière d'automne a eu lieu les 25 et 26 octobre 2012 à Bruxelles.

Parmi les sujets à l'ordre du jour des réunions du CPG figuraient notamment ses contributions pour la mise en œuvre du plan CBRN, la fixation de priorités pour le groupe de travail chargé d'infrastructures critiques ainsi que sur l'exercice en Géorgie, dont les objectifs principaux étaient de mettre à l'épreuve les dispositions de coopération et d'améliorer les capacités nationales de gestion de crise. D'autre part, il se présentait l'occasion de tester les capacités de la nation

accueillante (« Host Nation Support ») et la coopération transfrontalière et internationale.

6.6. Sécurité nucléaire – Commission franco-luxembourgeoise sur la sécurité nucléaire

L'Administration des services de secours a participé au travail de la Commission mixte franco-luxembourgeoise sur la sécurité nucléaire, mise en place par un Accord sous forme d'échange de lettres entre les Gouvernements français et luxembourgeois le 29 mars 1994. Une réunion annuelle permet à l'Autorité de Sûreté Nucléaire française (ASN) et aux autorités luxembourgeoises de faire un point sur les développements récents dans les deux pays dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la radioprotection. L'échange de vues portait notamment sur les résultats des Evaluations Complémentaires de Sûreté (ECS), notamment celles effectuées à Cattenom, ainsi que sur les démarches liées à une possible prolongation de la durée d'exploitation de la Centrale de Cattenom au-delà de 40 ans.

6.7. Révision du plan particulier d'intervention en cas d'accident dans la centrale électronucléaire de Cattenom

L'Administration des services de secours a contribué à la révision du plan particulier d'intervention en cas d'incident ou d'accident à la centrale électronucléaire de Cattenom, révision en train de réalisation sous la coordination du Haut-Commissariat à la Protection nationale. La révision de ce plan prend en compte le résultat de différents groupes de travail nationaux et internationaux, en charge de l'élaboration de stratégies et d'aspects particuliers lors de la gestion d'une crise ayant pour origine un accident nucléaire. De même, le retour d'expérience gagné lors des exercices communs « 3en1 » permettra d'améliorer et de compléter certains aspects techniques de ce plan.

6.8. Collaboration entre le Luxembourg, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin et le corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Prague

Un accord signé en 2009 entre les services de secours luxembourgeois, le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin et le corps des sapeurs-pompiers de la Ville de Prague vise une étroite collaboration entre ces trois entités nationales.

En 2012, cette collaboration visait notamment des échanges techniques entre cadres dans le domaine de la protection des œuvres d'art, de la décontamination en matière de NRBC ainsi que l'utilisation de lances COBRA comme technique d'intervention dans le domaine des incendies. Une équipe du Luxembourg participait à un exercice de sauvetage et de déblaiement organisé par les sapeurs-pompiers de la Ville de Prague.

6.9. Benelux : groupe de travail « Gestion de crise »

Le groupe de travail « Gestion de crise » du Benelux, institué dans le cadre du plan d'action Senningen, vise l'amélioration de la coopération entre les trois pays dans le domaine de la sécurité nationale.

Différentes thématiques communes sont abordées dans le cadre de ce groupe de travail, comme l'identification des risques transfrontaliers, la communication entre les centres de crise des trois pays ou encore la coopération des services de secours. Le groupe de travail a contribué à l'élaboration du projet pluriannuel 2013-2016, qui fixe les grands axes de la coopération Benelux pour les années à venir.

6.10. AIEA

En 2012, l'Administration des services de secours a participé à une réunion organisée par l'AIEA dans le cadre de la Convention sur la notification rapide et l'assistance en cas d'urgence nucléaire, tel que sollicité par la Conférence Ministérielle en juin 2011, pour analyser le retour d'expérience de l'accident nucléaire de Fukushima et en

déduire, le cas échéant, les amendements nécessaires à faire à ces conventions. Un autre objectif de cette réunion était d'encourager les États membres à assurer une meilleure coopération transfrontalière dans la planification des mesures de prévention et de protection en cas d'urgence nucléaire.



DES HOMMES & DES FEMMES À VOTRE SECOURS

Interventions par Centre de Secours - Service Ambulancier - en 2012

STATISTIQUES 2012

Centre de Secours	Acc. Circ.	Autres Acc.	Interventions					Autres Sorties					Total des Sorties	Total des Kilomètres Parcours	Acc. Circ.	1 ^{er} Secours		
			Maladie / Transports non urgents	Transports urgents	Tr. Décom	Incendie	Man. Sport.	Autres Interv.	Total des interventions	Kilomètres Parcours	Exercices	Entretiens et divers					Total des autres Sorties	Kilomètres Parcours
Belvaux	48	95	282	333	33	16	62	17	886	14483	3	28	31	688	917	15171	16	17
Bettembourg	154	235	632	1103	93	26	82	49	2374	80686	27	26	53	1339	2427	82025	34	57
Bignonville	20	45	93	312	16	2	14	2	504	33244	10	3	13	612	517	33856	9	22
Diekirch	60	231	119	895	38	7	23	11	1384	30673	6	24	30	959	1414	31632	0	0
Differdange	96	385	796	1054	43	12	0	79	2465	53014	2	1	3	49	2468	53063	13	65
Dudelange	94	186	676	917	116	4	17	58	2068	53163	7	13	20	733	2088	53896	37	116
Echternach	60	122	452	515	72	2	27	28	1278	78411	6	25	31	1936	1309	80347	29	74
Esch/Alzette	117	567	1210	1568	273	27	6	103	3871	35666	1	295	296	3445	4167	39111	58	321
Ettelbruck	126	359	348	1193	85	13	34	48	2206	32901	27	105	132	1707	2338	34608	52	211
Hosingen	37	86	266	196	10	3	15	5	618	35926	10	4	14	493	632	36619	6	7
Junglinster	50	177	143	463	23	3	15	13	887	31019	5	8	13	463	900	31482	13	60
Kayl	60	299	433	569	50	7	28	31	1477	24411	7	16	23	939	1500	25350	25	139
Larochette	51	92	123	415	11	7	14	14	727	29861	10	23	33	851	760	30712	20	44
Lintgen	106	449	527	755	86	8	16	85	2032	68323	9	9	18	372	2050	68695	43	175
Mamer	113	412	95	734	20	0	47	64	1485	39854	32	24	56	980	1541	40834	35	120
Mertert	75	112	135	1241	65	11	16	12	1667	96424	7	22	29	1821	1696	98245	36	49
Pétange	119	333	474	1183	137	6	16	64	2332	51134	3	25	28	1099	2360	52233	64	158
Rédange	63	44	221	704	18	2	10	18	1080	53291	15	15	30	1026	1110	54317	20	10
Remich	59	206	535	420	25	7	3	9	1264	64513	15	14	29	1520	1293	66033	33	75
Schengen	16	57	66	123	7	6	7	5	287	15831	2	2	4	63	291	15894	7	47
Schifflange	46	186	435	310	63	6	23	14	1083	13286	4	21	25	645	1108	13931	22	71
Stenfort	59	189	232	531	27	5	15	27	1085	48229	7	20	27	1006	1112	49235	14	50
Troisvierges	51	71	179	257	18	5	17	5	603	45140	2	8	10	1106	613	46246	8	11
Wiltz	93	121	387	505	45	4	21	21	1197	48955	7	24	31	2150	1228	51105	15	21
Total	1773	5059	8859	16296	1374	189	528	782	34660	1078438	224	755	979	26202	35839	1104640	609	1920



DES HOMMES & DES FEMMES À VOTRE SECOURS

Interventions par Centre de Secours - Service Sauvetage - en 2012

Centre de Secours	Interventions										Autres Sorties				Total des Kilomètres Parcours	Total des heures d'intervention des volontaires
	Acc. Circ.	Autres Acc.	Pollutions	Transport d'eau	Intempéries	Incendie	Divers	Total des interventions	Kilomètres Parcours	Exercices	Entreliens et divers	Total des autres Sorties	Kilomètres Parcours	Total des Sorties		
Belvaux	49	6	2	0	1	4	53	115	6994	14	92	106	0	221	6994	0
Bettenbourg	156	3	31	0	5	62	86	343	3569	58	132	190	6515	533	10084	336,75
Bignonville	24	8	23	0	8	7	65	135	4719	14	102	116	8948	251	13667	1644
Diekirch	47	1	5	0	4	26	33	116	1342	21	16	37	1482	153	2824	979,94
Differdange	38	0	0	0	1	24	84	147	3484	27	12	39	1022	186	4506	1083
Dudelange	45	4	35	0	39	39	147	309	10191	1	1	2	0	311	10191	0
Echternach	54	2	5	0	7	4	40	112	10183	27	59	116	0	228	10183	113
Esch/Alzette	71	0	12	0	10	20	94	207	2508	56	88	144	3808	351	6316	1021
Ettelbruck	87	3	3	1	11	10	27	142	1845	18	193	211	6792	353	8637	338,5
Hosingen	46	8	0	0	6	3	5	68	1574	16	50	66	4859	134	6433	254
Junglinster	46	0	22	0	12	32	29	141	2752	118	366	484	16473	625	19225	1340
Kayl	33	0	6	0	4	13	166	222	6041	0	0	0	0	222	6041	897
Larochette	59	11	9	0	4	19	35	137	1657	47	305	352	14156	489	15813	622,35
Lintgen	114	1	11	10	1	56	62	255	11039	115	229	344	38507	599	49546	1172
Mamer	111	3	7	0	7	5	26	159	2228	80	126	206	7333	365	14832	2984,75
Mertert	56	0	22	0	0	2	70	150	3939	0	0	0	0	150	3939	648,8
Pétange	94	1	9	0	26	2	53	185	1330	16	12	28	1050	213	2380	904,48
Rédange	49	4	1	0	2	3	6	65	930	45	78	123	4582	188	5512	198,25
Remich	74	4	3	0	0	1	30	110	2014	21	25	46	3198	156	5212	498
Schengen	50	2	9	0	1	7	25	93	1669	39	30	69	2540	162	4208	330
Schifflange	41	2	6	0	1	5	23	78	796	13	97	110	5807	188	6598	389,75
Stenfort	32	0	6	0	5	12	64	119	1559	0	0	0	0	119	1559	870
Troisvierges	38	7	2	0	0	1	1	49	1135	11	18	35	2728	84	4006	332,3
Wiltz	55	1	13	0	3	8	36	150	2988	12	0	12	332	150	3320	645
Total	1469	71	242	11	158	365	1260	3607	86486	769	2031	2836	130132	6431	222026	17602,87

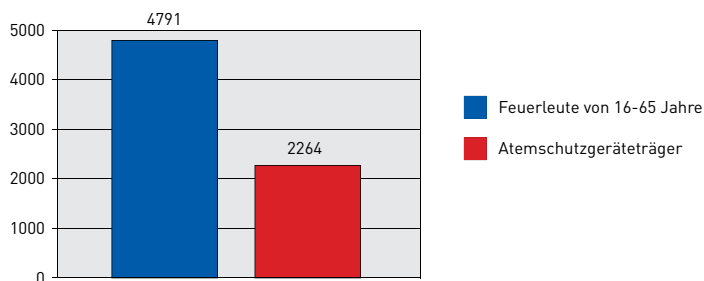


DES HOMMES & DES FEMMES À VOTRE SECOURS

INSPEKTORAT DER FEUERWEHR: EINSATZBERICHT 2012

Einwohnerzahl der Gemeinden am 31.12.2012:	555659
Feuerwehrleute von 16 - 65 Jahre:	4791
Atemschutzgeräteträger:	2264

Feuerwehrmitglieder



Brandeinsätze:

2299

Nachbarliche Hilfeinsätze:

Primär	116
Verstärkung Nachbarwehr	306
Verstärkung PC	14
TOTAL	436

Stunden TOTAL :

18184

Technische Einsätze:

13236

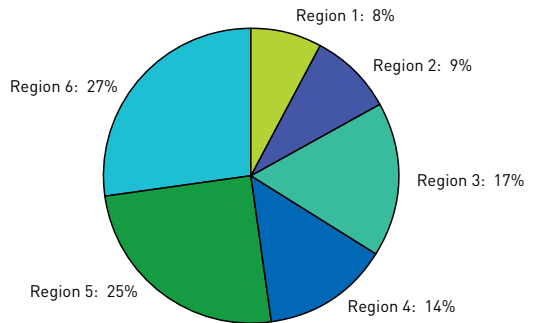
Nachbarliche Hilfeinsätze:

Primär	995
Verstärkung Nachbarwehr	232
Verstärkung PC	451
TOTAL :	1678

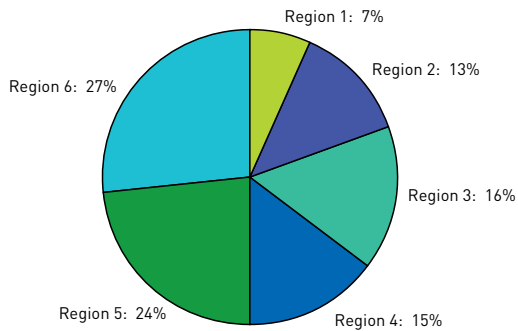
Stunden TOTAL :

30410

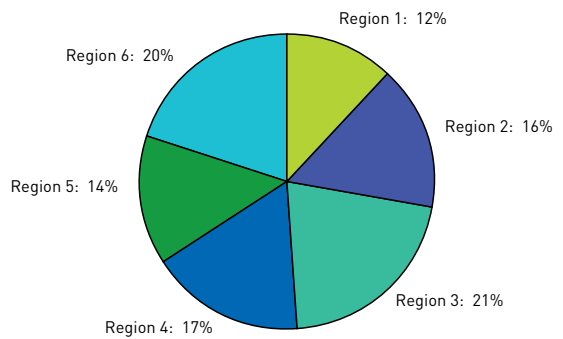
Brandeinsätze 2012



Technische Einsätze 2012



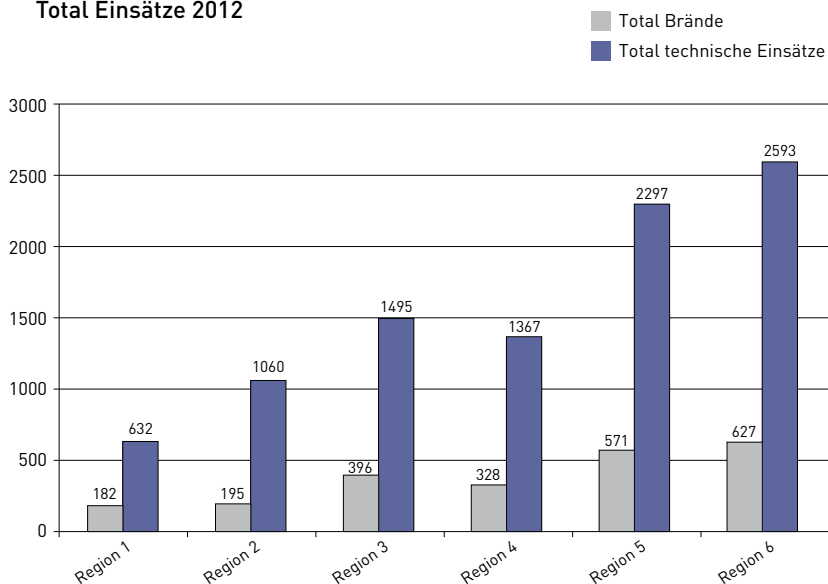
Total der Stunden 2012



Inspektionsbericht 2012

Region	Brand Einsätze	Nachbarliche Hilfs- einsätze	Total Brände	Stunden	Technische Einsätze	Nachbarliche Hilfs- einsätze	Total technische Einsätze	Stunden	Total aller Einsätze	Total der Stunden
Region 1	141	41	182	3241	574	58	632	4155	814	7396
Region 2	134	61	195	3180	711	349	1060	6380	1255	9560
Region 3	330	66	396	4752	1141	354	1495	8149	1891	12901
Region 4	221	107	328	3073	1013	354	1367	7028	1695	10101
Region 5	467	104	571	3939	1754	543	2297	4698	2868	8637
Region 6	570	57	627	4260	2573	20	2593	7789	3220	12049
Total	1863	436	2299	22445	7766	1678	9444	38199	11743	60644
Total Einsätze 2012	11743									
Total Einsatzstunden	60644									

Total Einsätze 2012



NORUFF OP DEN HÄR GÉRARD WOHL

Den 13ten März 2013 huet déi traureg Noriicht vum Gérard sengem Doud eis erreecht. Eise Frënd Gérard ass no langer Krankheet vun eis gaangen.

De Gérard ass den 2. Januar 1943 zu Eechternoach gebuer gin, ass 1967 bestued gin a war Papp vun 2 Meedercher an engem Jong.



1962, wei de Gérard an de Scouten war, gouf en Opruff gemaach fir eng Protection Civile Sektoun zu Eechternoach op d'Been ze stellen. Hien huet sech direkt ugesprach gefillt an huet sech de Recht vu sengem Liewen fir d'Protection Civile engagéiert.

Als "Pionéier" vun der Protection Civile, ewéi hien sech emmer selwer bezechent huet, huet hien dann och 1962 ugefaangen. 1972 ass de Gérard Zenterchef zu Eechternoach ginn, hien war lang Joeren Kadersprieche an huet verschiddenen Ministeren an Direkteren et net ëmmer einfach gemaach. Hien huet sech vill dofir agesat, dass d'Memberen vun der Protection Civile adequat Asazgefierer a Material kruten.

Oft souze mir zesummen an hien huet eis seng Anekdoten erzielt, wéi schwéier et war fir Asaazmaterial ze kréien, awer hien huet sech net ginn bis en et hat. Just eng Harpun fir eng Lein iwwe d'Sauer ze schéissen, déi hien esou gär gehat hätt, huet hien net kritt. Awer et ass dacks driwwer gelaacht ginn.

1992 huet hien als Zenterchef opgehal an huet sech nach zu Eechternoach an der Politik engagéiert. Hien ass der Protection Civile awer ëmmer trei bliwwen bis zu sengem leschten Dag.

Am Dezember d'läscht Joër huet hien 50 Joer Feier vun der Protection Civile Eechternoach nach organiséiert. Säi ganz Liewen huet sech em d'Protection Civile gedréint.

Merci Gérard fir deng dausende vu Stonnen déi's du fir den Zenter an deng Matmënschen do waars. Du hannerléiss e grousst Lach an eiser Mëtt. Mir sinn dir dankbar fir all déi schéi Momenter, déi mir zesummen erlieft hunn. Mir wärten dech emmer a beschter Erënnerung behalen.

M. Steffes Serge

Zenterchef vun lechternach



NOUVEAU PERSONNEL À L'ADMINISTRATION

Mir stellen fir : **D'NOÉMIE FURLANI**

D'Noémie huet den 2. Abrëll 2013 bei der Verwaltung vun den Hëllefsdëngschter ugefaangen, wou hat als „ préposé au service d'urgence stagiaire“ d'Equipe vum 112 verstärkt. Hei schafft hat op 12 Stonne Schichten (7-19 Auer oder 19-7 Auer) an hëllt d'Uriff, déi iwwert d'Nummer 112 erankommen, entgéint. D'Koordinatioun vun Asätz vun den Ambulanzen an och Informatiounen wat d'Dëngschter vun de Kliniken an Apdikten betrëfft, gehéieren zum Noémie sengen Aufgaben.



Eier d'Noémie bei d'Verwaltung komm ass, wor hat bei der Assurance „La Lux“ beschäftigt. Hat huet do d'Gestioun vun accidentéierten Autoë gemaach.

An der Schoul wor d'Noémie zu Esch/Uelzecht am Jongelycée wou hat seng 1ère gemaach huet.

An senger Fraizäit engagéiert d'Noémie sech voll a ganz an der Protection Civile. Hat ass zu Käl/Téiteng am Zenter am Sauvetage an an de Pompjeeë tätig.

D'Noémie freet sech elo an dëser flotter Equipe vum C.S.U. matschaffen ze kennen.



Mir stellen fir :

DE CÉDRIC ZOENEN

De Cédric gehéiert seit dem 1. Januar 2013 zum Effektif vun der Verwaltung vun den Hëllefsgeschlechter.

Hien ass als „préposé au service d'urgence stagiaire“ op der Zentrale vum 112 agestallt ginn, an bekëmmert sech ënner anerem ëm d'Telefonsuriff déi iwwer d'Nummer 112 erakommen. D'Koordinatioun vun Asätz an Informatiounen wat d'Dëngschter vun de Kliniken an Apdikten betrëfft, gehéieren och zum Cédric sengen Aufgaben.

Virun senger Tätegkeet bei der Verwaltung, vun 2009-2012 wor de Cédric bei der Lëtzebuerger Arméi an der Casär zu Dikrech. Hiën huet do am Bureau geschafft a wor zoustänneg fir alles wat mat Logistique ze dinn hat.

Seng Schoulen huet de Cédric ënner anerem zu Woltz am Lycée du Nord gemaach, wou hien mat enger 12ème générale ofgeschloss huet.

Hien wor bis virun kurzem och en aktive Member am Interventiouns-Zenter Housen wou hien mat op der Ambulanz gefuer ass.

An senger Fraizäit fiert de Cédric als Co-Pilot am Rallyesport zu Housen mat.

De Cédric ass elo op seng nei Aufgaben gespaant, a frou ab elo d'Equipe vun der Zentral vum 112 tatkräfteg ënnerstëtzen ze kënnen.

DÉPART DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION



Flott Pensioun Frënd : **DANIEL BELARDI**

Den Dan huet den 1. März 1986 als « agent proposé au service d'urgence » beim deemolegen « Service National de la Protection civile » ugefaangen. Mee hien huet sech schonn laang virdrun ganz vill fir d'Protection civile engagéiert. Den Dan huet am März 1973 am Asaatzcenter zu Käl als Ambulancier an Sauveteur ugefaangen. Vun dësem Zenter wor hien dunn vum 5. November 1986 bis zum 18. September 1996 chef de centre adjoint. Sait dem 18. September 1996 bis haut ass den Dan chef de centre vum Zenter Käl/Téiteng. Mee domat net genuch, hien huet sech och ab 1979 an den Kälér Pompjeeen engagéiert, wou hien ënner anerem bis 2011 chef de corps wor. Hien ass och Instrukter am Sauvetage an dat sait 1978, an wor niewebäi och nach Instrukter am Caisson feu (1991 bis 2001), esou wéi chef vum Humanitarian Intervention Team (H.I.T.) vun 2005 bis 2011.

An senger Pensioun wëll den Dan der Protection civile erhale bleiwen an wärt iwwerall do wou hien gebraucht gëtt, hëllefen wann et méiglech ass. Privat huet hien och genuch ze dinn, an kann elo mol all déi Saache maachen fir déi hien soss ze wéineg Zäit hat.

Ofschléissend wëllt den Dan ganz gärn nach mat senger Wieder e puer Leit Merci soen, mat deenen hien déi läscht 30 Joer esou wonnerbar zesumme schaffe konnt. Als éischt e grouse Merci fir déi eenzegarteg Aarbecht déi vun allegueren de Leit, Ambulanciers, Sauveteurs, Pompjeeë oder soss Gruppen am Land gelescht gouf. Der Direktioun vun der A.S.S., dem Atelier zu Lëntgen an der Schoul vu Schëmpech e grouse Luef fir déi flott Zesummenaarbecht. De gréisste Merci gëllt awer den Aarbechtskollegen vum C.S.U. 112, ënner deenen, während den ville Joeren, ëmmer eng sympatesch an härelech Ambiance geherrscht huet, wat vill dozou beigedroen huet, dass eng gutt an adequat Aarbecht gemaach konnt ginn.

Léiwen Dan, du wäerts ons alleguer héi feelen. Mir wënschen Dir elo eng ganz schéi Pensioun an hoffen dass du Dir et gutt wäerts goe loossen.

Mir soen Äddi dem : **ROBERT GOERGEN**



De Roby huet den 1. September 1993 beim «Service National de la Protection Civile», wéi ons Verwaltung bis den 12. Juni 2004 geheescht huet, ugefaangen. An der Zentral vum 112 huet hien als « Préposé au service d'urgence » geschafft, wou hien bis Juli 2010 d'Tâche vum Délégierten vun den Opérateure hat. Ab Juli 2010 bis zum 31. Januar 2013 wor de Roby Koordinator vum 112 wou seng Missiounen ënner anerem doran bestanen hun d'Dëngschtpläng vun den Opérateuren opzestellen an ze verwalten, Asaatzpläng auszeschaffen, Formatiounen z'organiseieren, awer och Reklamtiounen vu Baussen entgéint ze huelen.

Den 1. Februar 2013 huet de Roby eng nei Aarbechtsplaaetz bei der Gemeng Diddeleng ugetratt, wou hien sech als „Préposé au service d'urgence“ am Centre d'Intervention Dudelange (CID) neien Erausfuerderungen stellt. Hien ass do zoustänneg fir de Service Incendie/Sauvetage. Och d' „Prévention incendie“ zielt zu sengen Aufgaben. De Roby bekëmmert sech ëm d'Verwaltung vun de fräiwëllege Memberen, d'Organisatioun vun de Formatiounen, souwéi d'Organisatioun vum alldeegeleche Service am CID.

Zeréckbléckend op seng Aarbecht bei der A.S.S. sinn dem Roby seng perséinlech Wieder dëss :

„Et wor eng flott Zäit an där ech vill bäigeléiert hunn. Der Direktioun wëll ech e grouse Merci soe fir déi Ennerstëtzung déi ech während all deene Joeren a menge verschiddene Funktiounen kritt hunn. Den Opérateuren vum 112, dem Personal aus der Direktioun, dem Atelier vu Lëntgen, esou wéi der Schoul zu Schëmpech fir déi kollegial Zesummenaarbecht och e ganz grouse Merci. Virun allem awer e ganz grouse Merci un all déi fräiwëllegen Ambulancier, Sauveteuren, Pompjeeën a Memberen aus denen verschiddene Gruppen fir déi gutt Zesummenaarbecht während deenen läschten 20 Joer.“

Mir wäerten de Roby als gudden an engagéierten Aarbechtskolleg vermessen a wënschen him alles Guddes fir d'Zukunft an vill Erfolleg op senger neier Aarbechtsplaaetz.

GRUPE D'INTERVENTION VÉTÉRINAIRE (GIV)

Der etwas andere Patient



Im Jahr 2011 kam es in Waldbilling zu einem Brand in dem zum grössten Teil Tiere in Gefahr waren. Wie sich später herausstellte, waren Feuerwehr und Zivilschutz mit der schnellen Bergung und der nachträglichen Versorgung der Tiere überfordert.

Vor einem Jahr wurde die Administration des services de secours (ASS) mit dem Konzept der Groupe d'Intervention Vétérinaire (GIV) konfrontiert. Dr. med. vet. Jean Schoos, Chef de groupe der GIV, betonte, dass die ASS von Anfang an ein offenes Ohr für die Idee gehabt habe, eine solche Gruppe ins Leben zu rufen. Orientiert hat sich die GIV anfangs an der französischen Struktur der Tierrettung, die mit ihren über 30 Jahren Erfahrung, über 300 Tierärzte hauptberuflich oder im freiwilligen Dienst, und rund 3000 Feuerwehrleute verfügt und in der auch Hundestaffeln integriert sind.

Aufgebaut ist die GIV auf 4 Schwerpunkte.

Erster Punkt ist der Schutz, die Rettung, die Bergung und die Erstversorgung von Haus- und Wildtieren in aussergewöhnlichen Notsituationen, sowie die Rettung von exotischen Tieren, wofür die lokalen Hilfskräfte nicht ausgerüstet sind. Die GIV garantiert in diesem Fall die Erstversorgung und ergreift die lebensrettenden Massnahmen, um die Tiere zu stabilisieren und sie auf den Weitertransport in die Tierklinik oder Auffangstation

vorzubereiten, was den zweiten Punkt der GIV darstellt.

Momentan verfügt die GIV über einen Ford Kuga als Kommandowagen. Ein GW-Tier, ein ausgemusterter umgebauter Rettungswagen, in dem unter anderem spezielles Material für die schonende und adäquate Bergung von Großtieren untergebracht ist, soll den Fuhrpark erweitern.

Eine gute Zusammenarbeit besteht mit der Feuerwehr aus Berdorf, die Ihren Pick-up (MZF) zum Transport von Tieren immer zur Verfügung stellt. Dritter Punkt ist die Unterstützung bei Einsätzen oder Übungen der verschiedenen Luxemburger Hundestaffeln, wenn diese gewünscht ist. Durch das medizinische Wissen und die entsprechende Ausrüstung kann die GIV die Einsatzhunde im Falle eines Unfalles sofort ausreichend erstversorgen. Viertes und besonders wichtiger Punkt ist die Aus- und Weiterbildung der eigenen Leute der GIV, sowie Kurse für Feuerwehren, Zivilschutz und Organe des öffentlichen Rechtes im Umgang mit dem etwas anderen Patienten bzw. Opfer.

Die GIV zählt 45 Mitglieder darunter 5 Tierärzte, 2 Tierarzthelfer, Mitglieder der Berufsfeuerwehr auf freiwilliger Basis, der freiwilligen Feuerwehr sowie des Zivil- und Katastrophenschutzes. Zurzeit stehen der GIV 2 Standorte zur Lagerung von Material zur Verfügung, davon einer in Berdorf und der andere im Einsatzzentrum in Bettemburg.

Einer der spektakulärsten Einsätze war die zwei Giraffen auf dem Luxemburger Flughafen, die von Südafrika nach Vietnam transportiert werden sollten, bei dem eine Giraffe wegen des nicht tiergerechten Transportes nicht überlebte. Der Fund einer gelben Pythonschlange in Niederanven und die Rettung einer Katze, die zwischen zwei vollgefüllte Öltanks gerutscht war, gehören auch zu den Einsätzen die in Erinnerung bleiben werden.

Seit 2012, der Gründung der GIV, zählt diese Einheit jede Woche 1-2 Einsätze und schaut zuversichtlich in die Zukunft.

Patrick Linster

GRUPE LOGISTIQUE - DIE LOGISTISCHE UNTERSTÜTZUNGSEINHEIT



Innerhalb der „Administration des Services de Secours“ besteht seit einigen Jahren eine Spezialeinheit „Logistik“

Diese Einheit, die durch das Gesetz vom 1. März 2013 eine legale Basis erhielt, setzt sich aus Freiwilligen des Zivilschutzes, sowie aus Feuerwehrleuten zusammen, die die Nationale Unterstützungseinheit in Lintgen (BNS) bei längeren Einsätzen oder speziellen Missionen mit der Logistikplanung unterstützen.

Diese Aufgabe wird durch Reinhardt Jünemann (1989) beschrieben als: „Der logistische Auftrag besteht darin, die richtige Menge, der richtigen Objekte als Gegenstände der Logistik (Güter, Personen, Energie, Informationen), am richtigen Ort (von der Quelle bis zur Senke) im System, zum richtigen Zeitpunkt, in der richtigen Qualität zur Verfügung zu stellen.“

Dies erfolgt durch die jahrelange und professionelle Erfahrung vom Gruppenchef Guy Schiltz.

Die „Groupe logistique“ hatte 2012 rund 50 Einsätze, 1266 geleistete Arbeitsstunden sowie 14375 gefahrene Kilometer.

Aufgaben der Logistik sind u.a. Transport, Lagerung, Bereitstellung, Beschaffung und Verteilung von Gütern und Personen zu garantieren.

Einige Beispiele von Einsätzen, die die Einheit in letzter Zeit zu bewältigen hatte, waren:

2010, der Hin- und Rücktransport des Humanitarian Intervention Team (HIT), der Hundestaffel der ASS und des Luxemburger Roten Kreuzes, beim Einsatz in Haiti sowie der Transport des speziellen Materials der einzelnen Gruppen.

Am 8. und 9. Dezember 2010 kam es auf Luxemburger Autobahnen zu einem regelrechten Schneechaos und heftigem Glatteis. Aufgabe der Logistikgruppe war es, die Container mit Decken und die Planung von heißen Getränken zu organisieren und diese an Ort und Stelle zu transportieren. Ähnliche Aufgaben waren bei der Kommunikationsübung 2012 in Carcassonne (F) / Aude (EU Command Post) zu erfüllen.

Im Mai 2012, galt es, den Transport und den Aufbau eines Zeltlagers in Steinfort zur Unterbringung von Flüchtlingen zu gewährleisten.

Außerdem organisiert die „Groupe logistique“ jedes Jahr unter der Leitung von Guy Schiltz, den Umzug der Einsatzfahrzeuge des Rettungsdienstes anlässlich der Parade am Nationalfeiertag.

Patrick Linster



DIE „UNITÉ LOGISTIQUE DE RAVITAILLEMENT“



Vor genau 15 Jahren schaffte der Luxemburger Zivilschutz eine mobile Küche an, um im Notfall, die Verpflegung für die Luxemburger Bevölkerung und deren Helfer gewährleisten zu können.

Im Zuge dessen wurde die „Unité Logistique de Ravitaillement“ geschaffen.

Ihre Aufgaben wurden 2013 endlich gesetzlich festgelegt. Diese bestehen darin, im Katastrophenfall, bei größeren Unfällen, bei Überschwemmungen und bei längeren Einsätzen des Zivilschutzes, für das leibliche Wohl der Bevölkerung und der Einsatzkräfte zu sorgen, wozu die Einheit dann gegebenenfalls mit der mobilen Küche ausrückt. Diese kann auch im Falle einer Elektrizitätsspanne oder einem anderen technischen Problem in einem der nationalen Krankenhäuser eingesetzt werden.

Die ehrenamtlichen Helfer dieser Einheit sind dank der mobilen Küche samt Kühl- und Gefriercontainer, sowie Spülanhänger und Vorbereitungscontainer in der Lage, unter den höchsten hygienischen Bedingungen und Sicherheitsbestimmungen, innerhalb von nur zwei Stunden bis zu 600 Mahlzeiten vorzubereiten und zu verteilen.

Damit das Team - unter der Leitung des Verantwortlichen Guy Rommes - und die mobile Küche im Ernstfall einsatzbereit und optimal eingespielt sind, bedarf es regelmäßiger Übungseinsätze.

Bereits 1999 konnte die neu gegründete Einheit ihr Können bei einem Einsatz der luxemburgischen, deutschen und französischen Rettungstaucher am Echternacher See aufzeigen. Es folgten mehrere Dutzend Einsätze bei verschiedenen nationalen und grenzüberschreitenden Übungen (z.B. der Polizei und ausländischen Hilfskräften), der „Foire du bénévolat“, Tag

der offenen Tür des Luxemburger Zivilschutzes in Lintgen und verschiedenen Rockkonzerten.

Die Notwendigkeit der mobilen Küche wurde seither bei zahlreichen offiziellen Einsätzen unter Beweis gestellt. Bei Suchaktionen von vermissten Personen (im Stausee in Esch-Sauer), einem Zugunfall in Zoufftgen (F), bei Schneechaos auf unseren Autobahnen oder einem Autounfall mit einer vermissten Person kam das gut eingespielte Team bereits zum Einsatz.

Dass Quantität nicht zu Lasten von Qualität gehen muss, konnte die Einheit bereits bei zahlreichen Kochwettbewerben, wie z.B. der Expogast (L), unter Beweis stellen. Zuletzt erlangte das Team unter Guy Rommes im Oktober 2012 eine Goldmedaille beim internationalen Kochwettbewerb, der Olympiade der Köche „IKA“ in Erfurt.



CÉRÉMONIE EN L'HONNEUR DES MEMBRES MÉRITANTS DE LA PROTECTION CIVILE

Le 25 avril 2013, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et Monsieur le Directeur de l'Administration des services de secours ont invité pour la seconde fois à une cérémonie en l'honneur des membres méritants. Lors de cette cérémonie, à laquelle 97 honorables de la Protection Civile avaient été invités, 14 personnes ont reçu un cadeau pour plus de 50 années de service, 25 personnes pour plus de 40 ans de service et 58 personnes pour plus de 30 années de service.

Tristement, certains membres bien méritants, qui s'étaient investis dès les débuts de la Protection Civile en 1962, nous avaient quittés avant cette cérémonie.

En tout 105 invités ont assisté à la cérémonie ayant eu lieu au centre polyvalent « Festsall a Mouschelt » à Lintgen.

Le Ministre Jean-Marie Halsdorf a remis aux membres méritants un cadeau, geste symbolique de reconnaissance pour leur engagement désintéressé au cours de ces longues années d'activité au sein de la Protection Civile.



La partie officielle était suivie d'un vin d'honneur et d'une agape offerts par le Gouvernement et la Commune de Lintgen.

Ont été honorés pour 30 années de service :

Baum Marie-Jeanne	Kintziger-Groben Pia
Birden Romain	Kirch Fernand
Block Carlo	Klein André
Buijs Jean-Paul	Klepper Mireille
Burger Guy	Kremer Norbert
Caurla Paul	Lang Roger
Dr Jaminet Marcel	Lanners Fernand
Dr Leners Jean-Claude	Lanners Lucien
Flammang Christian	Linden Jean-Louis
Friederici Claude	Lisch Alphonse
Genson Karin	Loes Jean
Gerson Marie-Paule	Loeven Jean, dit Gust
Graf Jos	Ludovicy Pascal
Greis Jean-Marie	Marnach Joseph
Gutenberg Denise	Molling Gaston
Kayser Franics	Mousel Guy
Keil Paul	Muller Louis



Nicolay Marc	Schmitt Jeannot
Pautsch Andre	Scholtes Jean-Georges
Pepin Marcel	Schuller Gaston
Posing Carlo	Schwachtgen Michel
Reuter-Kayser Suzanne	Siebenaller André
Rinnen Roland	Singler Jean-Paul
Rock Carlo	Thein Florent
Schaus Edouard	Thill Nico
Scheuer Eugène	Vanhaekendover Romain
Scheuer Sonja	Weber Guy
Schmit Gaby	Wiot Ernest
Schmit Henri	

pour 40 années de service :

Bourkel Andrée	Weiler Triny
Brix Robert	Weis François
Reisdorffer Ferdinand	Kettenhofen Paul
Schintgen Germaine	Rassel Hubert
Peters Marco	Koster Jean
Bettendorf Jules	Hansen Bernard
Deloge Armand	Jacoby François
Hulten Jean	Wieland Michele
Kuffer Léon	Wolter Marco
Ackels Michel	Oth Jean-Paul
Bruck Charles	Oth-Gallion Christiane
Schosseler Pierre	Kriesten Joseph
Weicherding Pierre	

pour 50 années de service :

Dickes François	Wagner Nico
Mangen Théo	Plier Marina
Wohl Gérard	Faber Paul
Tholl Marco	Koenig Ferd
Cloos Nicolas	Doemer Roland
Scholtes Nicolas	Wohl Henri
Hau Jean	Fohl Jean

Photos: Eric Di Millo

8. MÄRZ 2013: D'FRAEN AM RETTUNGSWIESEN

Den Internationale Fraendag stoung dëst Joer ganz am Zeechen vun de Fraen am Rettungswiesen.

Vun 13:00 Auer un konnten si um Knuedler an der Stad an folgenden Ateliers an Demonstratiounen aneren Fraen weisen wat si kënnen:

- Feierläschertraining
- Eischt Hëllef
- Rettung aus verongleektem Gefier / Sauvetage
- Oofstuerzsecherung
- Realbrandverlaf

D'Ministeren Jean-Marie Halsdorf, Marie-Josée Jacobs an Françoise Hetto-Gaasch, genau wéi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, Xavier Bettel, a vill aner Prominenz a Passanten waren begeeschtert an hu gutt mat den Dammen matgeschafft, ier si fir 15:00 Auer an de Cercle Cité op eng Konferenz weidergezun sin.

Bei der Konferenz gouf den Projet « Engagéiert an der Diversitéit » vum Charles Brück firgestallt an Témoignagen vun zwou Fraen aus dem Rettungswiesen, dem Sandra Bettendorf an dem Mandy Fautsch, gehéiert, déi erzielt hu wéi si hiert Engagement am Alldag erliewen, d'Satisfactioun déi si doraus zéien, d'Obstacelen déi si mussen iwerwannen an hire Message un aner Fraen.

Ueschléissend huet d'Madame Josiane Eippers eng Table ronde animéiert wou dës sechs Persounen

- Simone Beissel, Schëffen vun der Stad Lëtzebuerg,
- Michel Feider, Direkter vun der Verwaltung vun den Hëllefscdëngschter,
- Marc Mamer, President vum Pompjeesverband,
- Maggy Nagel, Buergermeeschter vun der Stad Mondorf,



- Michel Simonis, Direkter vum Roude Kräiz,
- Elvire Thiel, Kommandantin vum Pompjeescorps vum Useldeng,

iwert d'Geschicht vun der Fra am Rettungswiesen an hiren traditionnelle Rôle debattéiert, an erklärt hun, firwat haut versicht get d'Unzuel vun de Fraen am Rettungswiesen ze steigern an wéi e Recrutement méiglech wier. Et gouf och driwer geschwat, wéi d'Engagement vu professionnellen Fraen géif ausgesinn, wéi eng Contrainten de Beruf fir si mat sech bréngt, wéi si kann Beruf an Famill an Aklang bréngen a wéi d'Zesummenarbecht tëscht Mann an Fra verleeft.

Dése léierreichen Dag, wou den Focus op d'Fra an engem soss éischter als traditionnellen Männerbereich ugesinnene Domaine, huet mam Cabaret Makadammen an engem Patt, offréiert vun der Stad Lëtzebuerg, ofgeschloss.

Tine A. Larsen



KOMPLEXER VERKEHRSUNFALL MIT BRAND

Am Montag, den 22. April 2013 wurde um 17.25 Uhr der Alarm durch die Notrufzentrale auf die Funkmeldeempfänger mit folgendem Alarmstichwort „A.G. Sauvetage A1 Mertert direction Allemagne“ ausgelöst.

Auf telefonische Nachfrage bei der Notrufzentrale kam die Meldung dass ein LKW von der Syrtalbrücke gestürzt sei. Bei einer „Alerte Générale“ sowohl für Sauvetage als auch für Feuer werden das Einsatzzentrum Mertert-Wasserbillig und die Feuerwehr Grevenmacher immer gemeinsam alarmiert. Gemäß der jeweiligen Meldung definiert ein internes Reglement die Ausrückordnung. Vom Einsatzzentrum in Mertert aus konnte man eine riesige Rauchwolke auf der Autobahnbrücke ausmachen. Man hatte den Eindruck die ganze Brücke wäre im Vollbrand. Zeugen sagten später aus, gleich nach dem Knall sei ein imposantes Feuer entstanden.

Von Seiten des Einsatzzentrums Mertert-Wasserbillig teilte man seine Kräfte umgehend in „Menschenrettung“ und „Brandbekämpfung“ ein. RTF1, HTLF, RW-Kran, GW-L und ELW2 begaben sich unter der Leitung des beigeordneten Korpschefs über einen Feldweg unter die Brücke. RTF2, ULF und MTW fuhrten unter der Leitung des Korpschefs Richtung Autobahn auf die Brücke. Die Feuerwehr Grevenmacher fuhr mit ihrem kompletten Fuhrpark auf die Autobahn. Der Regionalinspektor fuhr erst unter die Brücke und dann über die Autobahn auf die Brücke. Weil nicht gewusst war, um welchen LKW es sich handelte und was seine Ladung war, sowie in Anbetracht des Ausmaßes des Feuers, wurde eine „Alerte Générale Feuer“ für das Einsatzzentrum Mertert-Wasserbillig und die Wehr Grevenmacher veranlasst, sowie zusätzlich die Wehren der Gemeinden Flaxweiler, Biwer und Langsur (D) angefordert.

Es boten sich folgende 2 Szenarien:

Unter der Brücke

Das Fahrerhaus eines LKW lag auf einer Mauer (1 Meter hoch) direkt an einem gut zugänglichen Feldweg. Auf der anderen Seite des Weges lag eine

Person an welcher mehrere Jugendliche reanimierten. Das Fahrerhaus drohte von dem Mauervorsprung abzustürzen. Die Betonbrüstung mit einem aufgesetzten Stahlgeländer auf der Brücke war zerfetzt und hing nach unten, mehrere Stücke waren hinabgefallen. Etwa 70 Meter vom Fahrerhaus entfernt lag der Motorblock des LKW. Dieser hatte beim Aufschlag einen Krater von 1 Meter Tiefe gerissen. Überall lagen kleine und große Wrackteile. Über der Brücke stand ein riesiger Rauchpilz und es brannte zusätzlich direkt unter der Brücke auf dem tragenden Betonpfeiler. Dieses Feuer beaufschlagte direkt die Stahlkonstruktion.



Auf der Brücke

Der Unfallort befand sich zwischen der Auffahrt Hafen Mertert in Richtung Grenze am Anfang der Syrtalbrücke. Dort befand sich ein Vollbrand um einen verunfallten LKW. Die Betonbrüstung sowie das Geländer waren an einer Stelle komplett zerfetzt. Wegen der massiven Rauchentwicklung war die Lage schwer einzuschätzen.

Maßnahmen unter der Brücke

Die erste Maßnahme war die Ablösung der Jugendlichen welche in vorbildlicher Manier mit großem Einsatz versuchten das Opfer zu reanimieren. Auch mit sofortigem Einsatz eines Defibrillators hatten sämtliche Bemühungen keinen Erfolg, zu gravierend waren die Verletzungen vom Sturz aus ungefähr 22 Metern. Es folgte eine umfangreiche Lageerkundung. Es stellten sich 2 Prioritäten:



1. Die Kontrolle der Kabine sowie der Umgebung nach eventuell weiteren Opfern. Das Absuchen der Umgebung besonders im Hügel oberhalb der Kabine war gefährlich, es drohten weitere Brückenteile herunterzufallen. In die Kabine einsteigen war nicht möglich, diese drohte vom Mauervorsprung abzustürzen. Eine grobe Erkundung mittels Wärmebildkamera brachte kein Ergebnis. Es erfolgte dann eine aufwendige Sicherung der Kabine mit Stab Fast Elementen und Zurrgurten. Weitere Opfer gab es nicht.
2. Das Löschen des Brandes auf dem Betonpfeiler in einer Höhe von geschätzten 25 Metern. Hierfür boten sich 2 Alternativen jeweils mit der Teleskop-Hubrettungsbühne TLK 23-12 einmal ab der Brücke als Einsatz im Unterflurbereich welcher bis 5 Meter möglich ist, oder traditionell von unten mit Abstützung auf der Wiese. Weil auf

der Brücke wegen des Feuers die Zugänglichkeit in diesem Moment nicht möglich war, entschied man sich für die Lösung von unten. Ein entsprechender Angriff mit Wasser und Schaum wurde aufgebaut, die Wasserentnahme konnte aus dem Überflurhydranten einer angrenzenden Fabrik erfolgen.

Maßnahmen auf der Brücke

Die Zufahrt erfolgte über die Auffahrt Hafen Mertert in Richtung Trier. Es herrschte Feierabendverkehr, dementsprechend voll war die Autobahn in diese Richtung. Nachdem auch der letzte Verkehrsteilnehmer verstanden hatte was eine Rettungsgasse ist, war die Durchfahrt einigermaßen in Ordnung. In der direkten Nähe zum Unfall befand sich kein Fahrzeug. Der Wind wehte äußerst günstig Richtung Deutschland. In einiger Entfernung wurden die ersten Fahrzeuge abgestellt und der Einsatzleiter begann die Erkundung wobei er durch Atemschutzgeräteträger unterstützt wurde. Als sich herausstellte, dass der LKW Stahlträger geladen hatte, und das brennende Element Dieselkraftstoff aus 2 auslaufenden 600 Liter Tanks, sowie Motoröl, war und keine offensichtliche besondere Gefahr vorhanden war, wurde umgehend ein umfassender Angriff mit Wasser und Netzmittel sowie mit Schaum gestartet. Der Brand war schnell unter Kontrolle. Bedingt durch die enorme Hitze waren große Betonteile der Brückenmauer abgeplatzt.



Maßnahme auf dem Brückenpfeiler

Das Feuer auf dem Pfeiler erhielt durchgehend Nahrung in Form der ausgelaufenen Kraftstoffe. Hier wurde befürchtet, die Hitze könnte Einfluss auf die Stabilität der Stahlkonstruktion nehmen. Weil der Motorblock des LKW in der Wiese einen Krater von einem Meter Tiefe gerissen hatte, zog man den Schluss, dass der Untergrund für die TLK nicht stabil genug sei. Es wurde demnach beschlossen einen Mann von der Brücke abzuseilen, dies mittels Absturzsicherung und Rollgliss. Unter der Brücke hängend hatte dieser den Brand ganz schnell mit einem Schaumrohr gelöscht.



Diesel und Öl

Auf der Brücke wurden so gründlich wie möglich alle ausgelaufenen Kraftstoffe gebunden und die Reste in den beiden Tanks abgepumpt. Die Entwässerung der Brücke geschieht direkt in die Syr, somit war unausweichlich auch ausgelaufener Diesel hierin gelangt und von da aus in die Mosel. Mittels Nokomis wurde sowohl in der Syr als auch in der Mosel eine größere Verschmutzung verhindert.

Polizeiliche Ermittlungen

Der Mess- und Erkennungsdienst der Kriminalpolizei machte eine genaue Bestandsaufnahme der beiden Einsatzstellen. Die zuerst eingesetzten

Kräfte machten Aussagen über die von ihnen vorgefundenen Lagen. Während dieser Zeit mussten die Arbeiten ruhen. Die Überreste der Zugmaschine sowie die Kabine wurden beschlagnahmt.

Räumen der Einsatzstellen

Das Wrack der Zugmaschine des LKW hatte sich unter dem Auflieger verkeilt, es war somit nicht einzuschätzen ob eine Ersatzzugmaschine ankuppeln könnte. Die Ladung, 9 Greyträger von je 12 Metern Länge und einem Gesamtgewicht von +/- 24 Tonnen, war extrem gut gesichert, sie war trotz dem immensen Aufprall nicht verrutscht. Es wurde ein spezialisiertes Abschleppunternehmen angefordert mit Abschleppwagen, einer Zugmaschine sowie einem ganzen Sattelzug zur Aufnahme der Träger für den Fall, dass diese umgeladen werden müssten. Für diesen Fall wurde auch die Berufsfeuerwehr mit ihrem Kran angefordert. Es gelang dann das Wrack der Zugmaschine vom Auflieger zu trennen und die Ersatzzugmaschine konnte den Auflieger mit den Stahlträgern ankuppeln. Das Wrack wurde auf den Reserve Sattelzug geladen. Ebenso wurden dann unter der Brücke vom RW-Kran aus Mertert die Kabine, der Motorblock sowie andere Teile auf besagten Reserve LKW geladen. Von der Straßenbauverwaltung wurde die kaputte Betonbrüstung provisorisch abgesichert. Das Ausleuchten auf der Brücke erfolgte durch Lichtmasten der Fahrzeuge sowie den Beleuchtungsanhänger des Einsatzzentrums Echternach.

Einsatzleitwagen

Der regionale ELW2 wurde von Anfang an in das Geschehen impliziert. Kommunikation und Koordination der 3 Einsatzabschnitte, auf der Brücke, unter der Brücke und Umwelt, wurden von der „ELW-Gruppe“ des Einsatzzentrums Mertert-Wasserbillig tadellos abgewickelt.

Rettungsgasse Autobahn

Bei Verkehrssituationen die zu einem Rückstau führen zeigt sich für Einsatzfahrzeuge immer wieder die Problematik des Durchkommens. Die Regel ist im Grunde ganz einfach, die Verkehrsteilnehmer der rechten Fahrspur haben ihre Fahrzeuge ganz an den rechten Fahrbahnrand zu lenken und die Fahrzeuge der linken Spur sollen zum linken Fahrbahnrand

gelenkt werden. Es bildet sich dann in der Mitte eine Rettungsgasse. Problematisch sind Engpässe mit nur 2 Fahrspuren ohne Standstreifen, wie z.B. die Brücke bei Niederanven. Der Divisionschef Alain Di Genova wird Kontakt mit der Straßenbauverwaltung aufnehmen zwecks Durchführung einer Aufklärungs- und Informationskampagne.

Eingesetzte Mittel:

Einsatzzentrum Mertert-Wasserbillig: 28 Mitglieder mit 2 RTF, 3 KDF, ULF, HTLF20, RW-Kran, ELW2, GW-L, GW-GSE, MZF und 2 MTF

Wehr Grevenmacher: 12 Mitglieder mit KdoW, TLF 3000, TLK 23-12, GW2, MZF und MTW

Wehr Flaxweiler: 8 Mitglieder mit KDF, TLF 2000 und MTW

Wehr Biwer: 3 Mitglieder mit TLF 2000 (auf der Anfahrt abbestellt)

Wehr Langsur (D): 12 Mitglieder mit TLF 8/18, LF 8/6 und MTW sowie KDF des Wehrleiter der Verbandsgemeinde Trier-Land

Einsatzzentrum Echternach: 3 Mitglieder mit KDF und Lichtmastanhänger

BF Luxemburg: 3 Mitglieder mit KW70, WLF und AB-Sauvetage Lourd

SAMU: 3 Mitglieder, 1 Notarzt mit RTH der LAR

Total der eingesetzten Kräfte: 5 Mitglieder

Total der Einsatzstunden: 342

Atemschutzgeräte:	6
Abstützungen:	3
Umfüllpumpe:	1
Auffangbehälter:	4
Auffangmulden:	2
Leck Dichtkissen:	2
Nokomis:	240 l
Ölbindemittel Granulat:	14 Säcke
Schaum- und Netzmittel:	100 l
Schaumrohre:	2
Greifzug (Tirefort):	1
Rollgliss mit Absturzsicherung:	1
Schaufel:	6
WBK:	2

Es waren zusätzlich vor Ort der Bürgermeister der Gemeinde Mertert Gust STEFANETTI, der Divisionschef Alain DI GENOVA, Dr Pierre BRUCH, ein Ingenieur der ‚Division des ouvrages d’art‘ der Straßenbauverwaltung, mehrere Einheiten der Polizei, der Pressedienst der Polizei, der Mess- und Erkennungsdienst der Kriminalpolizei, der Polizeihelikopter, das Wasserwirtschaftsamt, sowie die deutsche Wasserschutzpolizei.

Text: Marc MITTEN und Jos SCHUMMER

Fotos: Jérôme BIONDI





CIBETT HARLEM SHAKE

Broschüren, Flyer, Porte ouverte, Imagevideo, Stand op der Braderie... An de leschte Joeren huet den Asaazzenter Beetebuerg vill Méi an Zäit an d'Ëffentlechkeetsaarbecht gestach. Nieft eiser Homepage www.cibett.lu, ginn och déi nei Medien (Facebook, Twitter, Youtube...) dobäi ganz aktiv agesat a genotzt.

De „CIBETT Harlem Shake“ stellt dobäi en neie Wee duer, iwwert dee mir probéieren nei Membere fir eis Aarbecht ze begeeschteren. Den Harlem Shake ass en Internetphänomen dee säin Ursprung an Australien huet a sech rasant iwwert d'ganz Welt verbreet huet. Innerhalb vun e puer Deeg, goufen dausenden ähnlech Videoen am Internet verbreet. Beim Harlem Shake danzt eng Grupp vu Leit an engem 30-Sekonne Videoclip zu

engem Lidd - wat méi kreativ a witzeg, ëmsou méi Leit interesséiere sech fir de Clip. Ähnlech wéi bei engem Flashmob, gëtt et keen déiwere Sënn beim Harlem Shake, et geet just ëm de Spaass an d'Originalitéit.

Zwee jonk Membere vum CIBETT haten d'Iddi fir selwer en Harlem Shake op d'Been ze stellen. Nodeems d'Cheffen hiren Accord ginn haten, gouf och de Buergermeeschter vun der Beetebuurger Gemeng informéiert an ëm Erlaabnis gefrot. Vun Ufank u war kloer, datt de Video sollt witzeg an originell ginn, ob kee Fall sollten awer obszön oder niveaulos Iddien - wéi dëst a villen anere Videoen aus der ganzer Welt leider munchmol de Fall war - dra virkommen. Och war et eis wichteg, de Video mat der Botschaft ze verbannen, datt mir op der Sich no neie Membere sinn.

Sonndes den 3. Mäerz hu sech dunn eng ronn 50 Memberen am Zenter zesumme fonnt fir "matzeshaken". No kuerzer Beaarbechtungszeit konnt de Video den Dag selwer nach online goen:

<http://www.youtube.com/watch?v=k2GDr3BrhKU>

Schnell huet sech de Video verbreet a bis haut (Stand 8. Abrëll) hu sech op Facebook a Youtube zesumme bal 46 000 Leit de Video ugekuckt! Ausserdeem krut e ronn 350 „Likes“, gouf bal 300 mol gedeelt a krut eng



ganz Réi Kommentaren. Zur Verbreedung huet och déi national Press bäigedroen, déi iwwert de Video mat senger Botschaft bericht huet. Souguer déi belsch Zeitung *L'avenir* vun Arel huet iwwert de Video bericht, alleng hei krut de Clip iwwert 10 000 „Likes“!

De 26. Mäerz war den Zenterchef Jean-Jacques Schroeder am „20vir“ op RTL agelueden a konnt hei Reklamm fir d'Rettungsdéngschter aus dem ganze Land maachen.

Schlussendlech kann ee festhalen, datt dës Aktioun all eis Erwaardungen iwwertraff huet. Nach ni huet eng Aktioun fir nei Memberen ze fannen, souvill Leit a sou kuerzer Zäit erreecht. Dëse Versuch fir eng nei aussergewöhnlech Method auszeprobéieren, huet de Beetebuurger Zenter iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg eraus bekannt gemaach an och an allen ëffentleche Medien an an der Press spektakulär op de Mangel u Fräiwëllegen higewisen. Natierlech war dat Ganzt och fir d'Memberen e risige Spaass an huet den Zesummenhalt an der Equipe sécherlech gestärkt.

Bleift zum Schluss awer och nach z'erwähnen, datt duerch dës Aktioun den Déngscht natierlech net beanträchtegt gouf an d'Permanenceequipen zu jidder Zäit asaazbereet waren.

Och sollt net onerwähnt bleiwen, datt d'Kollegen aus Jonglënster a vun Nidderanven-Schëtter déi nammlecht Iddi haten an och hiren Harlem Shake gemaach hunn. Och dës Videoe sinn op Youtube bzw. op de jeeweilegen Homepagen ze fannen.

Op sech lo tatsächlech nei Memberen duerch dës Aktioun mellen, muss sech an der nächster Zäit weisen. Et wäert awer sécherlech net déi lescht Aktioun bleiwen, mat där mir probéieren nei Membere fir e fräiwëllegt Engagement am Rettungsdéngscht ze begeeschteren!

Centre d'Intervention Beetebuerg

Text: Tom Barnig

Fotoen: Catherine Lux

GEISTERFAHRER

„Verkehrsunfall durch Falschfahrer Richtung Luxemburg – Autobahn A1 nach Ausfahrt Flaxweiler“ so oder ähnlich könnte eine Nachricht an die Rettungskräfte aussehen. Noch nicht allzu lange her passierte es wieder auf einer Luxemburger Autobahn. Ein Geisterfahrer war unterwegs. Es kam zu einem schweren Unfall.

Als Falschfahrer – umgangssprachlich auch Geisterfahrer – bezeichnet man jene Benutzer einer Autobahn oder einer Straße mit geteilten Richtungsfahrbahnen, die entgegen der vorgeschriebenen Fahrtrichtung fahren.

Bei Geisterfahrten wird der Vertrauensgrundsatz durchbrochen. Dadurch sind Falschfahrer eine massive Gefahr auf Autobahnen. Sie verursachen immer wieder schwerste Verkehrsunfälle.

Wie kann es zu diesen Unfällen kommen?

Aufgrund schlechter oder bei unübersichtlicher Beschilderung von Ab- und Auffahrten auf Autobahnen und Tankstellen, sowie durch schlechte Wetterverhältnisse. Alkoholeinfluss und Suizidversuche sind auch Faktoren, die bei Falschfahrern zur Geltung kommen, doch selten werden solche Selbstmordabsichten im Vorfeld eindeutig erkannt, wenn nicht ein Abschiedsbrief vorhanden ist. Dunkelheit ist auch ein Faktor von Orientierungsproblemen bei Autofahrern insbesondere bei Nebel oder Regen. Wenn dann noch persönlicher Stress oder das relativ hohe Alter des Fahrzeugführers hinzukommt, sind die meisten Fahrer überfordert und neigen dazu, Fehler zu begehen.

Einsatz wegen eines Falschfahrers.

„Was kommt jetzt auf uns zu?“ mag es in diesem Moment durch die Köpfe der Rettungsdienste schießen. Es sind bestimmt keine normalen Verkehrsunfälle allein schon wegen der hohen Geschwindigkeit, die auf Autobahnen gefahren wird mit anschließender Frontalkollision. Psychologisch gesehen stellt sich der Rettungsdienst auf das Schlimmste

ein. Ist der Falschfahrer noch unterwegs oder hat er schon einen Unfall gebaut? Gibt es einen optimalen Weg, um zur Unfallstelle zu gelangen? Hat die Polizei schon mögliche Sperrungen von Autobahnabschnitten vorgenommen, um ein optimiertes und sicheres Arbeiten an der Unfallstelle zu garantieren? Aus diesem Grund ist eine sehr gute Kommunikation zwischen den einzelnen Behörden von Vorteil.

Fahrschule

Auch die Fahrschulen sind mit der Problematik „Falschfahrer“ befasst. Werden die Fahrschüler genügend mit diesem Problem im theoretischen Unterricht wie auch später während den praktischen Fahrstunden konfrontiert? Wie verhalte ich mich, wenn ein Falschfahrer gemeldet wird, wie merke ich, dass ich als Falschfahrer plötzlich auf der Autobahn unterwegs bin? Falls man, nach einer Durchsage im Radio wegen eines Geisterfahrers, feststellt dass man sich auf diesem Abschnitt der Autobahn befinden, lautet die erste Regel immer: Nicht überholen, bleiben Sie in der rechten Spur!

Patrick Linster

ERTRAGREICHES SCHULUNGSWOCHENENDE MIT DEM THW

Ahrweiler / Koblenz : Am 23.-24. Februar 2013 fand in der Schule des BBK (Bund für Bevölkerung und Katastrophenschutz) das 4. Symposium für die 7 bundesweiten ENTeams (Einsatznachsorgeteams) des THW (Technisches Hilfswerk) statt.

Aus der seit 2011 existierenden Kooperation zwischen dem ENTeam Niedersachsen / Bremen und dem auf Stressbearbeitung nach belastenden Einsätzen (Critical Incident Stress Management) Team des GSP, war der Wunsch hervorgegangen, dass GSP an dieser ausschließlich für THW-Einsatzkräfte reservierten Schulung teilnehmen könnte.

So wurde dem GSP Luxemburg fünf Seminarplätze zugestanden und nach internem Aufruf stand das Team schnell fest. Angeführt durch den Referenten Léon Kraus, fuhren am Samstag, 23. Februar in aller Frühe Joke de Kroon, Patrick Friedgen, Sylvie Birscheidt, Denise Steffen und Anouk Welfringer ins 200 km entfernte Ahrweiler.

Ab 8 Uhr hörte ein interessiertes Publikum den verschiedenen thematischen Vorträgen zu der Häufigkeit von Belastungen, denen Akuthelfer sich aussetzen (Prof. Dr Waltraut Beerlage) zu. Die Expertin Claudia Schedlich beschäftigte sich mit den Möglichkeiten von Screening bei den Einsatzkräften.

Nachmittags konnten sich die über 100 Teilnehmer einbringen in den 6 thematischen ‚Workshops‘, wobei Léon Kraus den Work-Shop: „Primäre Prävention, Erfahrungen aus Luxemburg“ leitete.

Abends wurde die Kooperation zwischen den Teams aus Niedersachsen und Luxemburg vertieft, besonders was die zukünftigen Begegnungen und Schulungen anbelangen.

Sonntags wurden dem Plenum nochmals verschiedene Themen angeboten, so durch die Referenten Erneli Martens (Die Angebote und Grenzen von Seelsorge) und Harald Karutz (Konfrontation von Einsatzkräften mit persönlich bekannten Notfallopfern).

Einig waren sich die anwesenden GSP-ler, dass sie von allen THW-lern herzlichst aufgenommen worden waren und die Arbeitsatmosphäre nicht besser hätte sein können.



Dr Jutta Helmerichs begrüßte im Namen des BBK die Einsatzkräfte der ENTeams des THW Deutschland und GSP Luxemburg



Vertreter der beiden Teams aus
Niedersachsen / Bremen und
Luxemburg

Léon Kraus

DER PSYCHIATRISCHE PATIENT IM RETTUNGSDIENST

Im Rahmen der alljährlichen Seminaren die seit der Reorganisation der Ambulancier Ausbildung eingeführt wurden, stand am Wochenende vom 2. und 3. Februar 2013 auf der Nationalen Schule des Zivilschutzes in Schimpach das Thema ‚Der psychiatrische Notfallpatient‘ auf dem Programm. Gastredner war Patrick Frantzen, der das gleiche Seminar vor einiger Zeit bereits für die Sekurismus Ausbilder leitete.

Ein ‚ausverkauftes‘ Haus bewies wie hoch das Interesse war, zumal immer häufiger solche Einsätze auf das Rettungspersonal zukommen.



Patrick Frantzen, Fachkrankenschwäger der Psychiatrie, begann seine berufliche Laufbahn in der Strafanstalt –Abteilung forensische Psychiatrie für geistesgestörte Straftäter- bevor er ins CHNP wechselte, um von dort aus nach einer Weiterbildung den Posten des Direktors des Pflegeheims in Mersch zu übernehmen. Aktuell ist er mit den Arbeiten des Qualitätsmanagers und Ausbilders betraut.



Wer anfangs geglaubt hat, das Thema sei abstrakt und langweilig und beziehe sich auf den alkoholisierten Raufbold, der wurde sehr schnell eines Besseren belehrt. Herr Frantzen wusste sehr schnell das Auditorium von seiner Fachkompetenz und seiner Pädagogik zu

überzeugen und ging doch sehr explizit in die jeweiligen Aspekte der Thematik ein. Auch entstanden sehr schnell lebhaft und interessante Diskussionen und Herr Frantzen konnte auf die gestellt Fragen der Seminarteilnehmer antworten.

Das Seminar war in 3 Themenbereiche aufgeteilt:

- der psychiatrische Notfall
- Suizid im Rettungsdienst
- Aggressive Patienten im Rettungsdienst

Als Fazit des Seminars kann man zusammenfassen, dass ein Wegkommen von den Alltagsvorstellungen und Cliche's angestrebt werden muss und der Umgang mit solchen Patienten eine Sache der eigenen Einstellung ist.

Das Seminar war ein voller Erfolg und die Teilnehmer



zeigten sich begeistert, konnte Herr Frantzen doch sehr viele wertvolle Tips und Verhaltensmassregeln im Umgang mit dieser Patientengruppe geben. Auch nach den Vorträgen stand Herr Frantzen den Zuhörern noch weiter Rede und Antwort.

M. MAY

Instruct.-Chef adjoint

FRÜHDEFIBRILLATIONSLEHRGANG BEI DER REGIONALDIREKTION DER POLIZEI DIEKIRCH



Der Job des Polizeibeamten beschränkt sich schon lange nicht mehr nur auf das Feststellen und Verfolgen von Straftaten und Gesetzesübertretungen. Tagtäglich werden die Einsatzkräfte mit Schicksalen und Situationen konfrontiert die weit über das gehen was der eigentliche Polizeiberuf beinhaltet, so auch die Hilfeleistungen bei medizinischen Notfällen. So kommt es nicht selten vor, dass vor dem Eintreffen des Rettungsdienstes bereits Erst- und Sofortmaßnahmen im Rahmen der 1. Hilfe durch das als erstes eintreffende Polizeipersonal durchgeführt werden müssen um weitere, lebensbedrohliche Zustände abzuwehren. Um auch hier auf diese Anforderungen fachkompetent reagieren zu können, nahmen Mitarbeiter der

Polizeiregionaldirektion Diekirch kürzlich an einer Anwenderschulung für den Gebrauch des automatischen externen Defibrillators teil.



Seit dem Umzug sämtlicher Abteilungen der Polizei Diekirch in ein neues Verwaltungsgebäude und die Ausstattung dieses Gebäudes mit einem vollautomatischen Defibrillators wurde auf Initiative des Regionaldirektors Bob LEESCH in Zusammenarbeit mit der Verwaltung für Rettungsdienst diese Schulung in den Räumlichkeiten des neuen, regionalen Polizeigebäudes organisiert.

Nach kurzer Einführung in die theoretischen Grundlagen der cardio-pulmonalen Reanimation gemäß aktuellen ERC Richtlinien von 2010, sowie die Einweisung in die automatische und halbautomatische Defibrillation, wurde die Umsetzung dieser Maßnahmen in diversen, praktischen Workshops trainiert.

Die Ausbildung erfolgte nach denselben Kriterien und Lehrgangsinhalten wie sie innerhalb der ASS üblich sind.

Marc MAY

Instruct.-Chef adjoint
Secourisme



„TRUCK RESCUE TRAINER TRT 7000“ ZUM EINWÖCHIGEN TRAINING BEI DER BNS IN LINTGEN

128 Helfer beteiligten sich an der theoretischen und praktischen Ausbildung in LINTGEN.



„Realitätsnahe Vorbereitung auf komplexe Einsatzszenarien für Führungs- und Einsatzkräfte bei LKW Unfällen“. Unter diesem Motto fand kürzlich eine einwöchige Schulung im Zivilschutzzentrum der BNS in Lintgen statt.

An einem von der Firma Dräger und Weber Rescue-Systems hergestellten Übungs-LKW mit allen möglichen austauschbaren Kabinenteilen konnten insgesamt 128 Helfer der Protection Civile die verschiedensten Taktiken der Rettung von eingeklemmten Personen aus LKW Fahrerinnen erlernen. In einer zweiten Lernphase können auch verschiedene Flüssigkeitsaustritte an einem Tankbehälter simuliert werden.

LKW Unfälle können so realitätsnah wie möglich trainiert und Rettungsmaterial erprobt werden. Schnelle und gezielte Rettungstaktiken nach LKW Unfällen sind für die verunfallte Person überlebenswichtig.

Die Zunahme der als rollende Lager bezeichneten LKW Gespanne erweist sich durch die Logistik der Weltwirtschaft als ein immer grösser anwachsendes Gefahrenpotential und somit wächst auch die Herausforderung an die Helfer bei Verkehrsunfällen.

Zum herkömmlichen Fuhrpark werden sich dann je nach EU Beschluß noch die über 25 Meter langen sogenannten „GIGALINER“ auf unseren Straßen hinzugesellen. Nicht nur die besten Rettungstaktiken werden bei solchen Unfällen gefordert, auch das Gefahrenpotential in den viel größeren Laderäumen wird bei nicht Beachten der ADR (und der Ladungssicherungsvorschriften) zur noch größeren Herausforderung für die Rettungsdienste.

Der tragische LKW Unfall vor drei Wochen im Heiderscheidergrund verdeutlicht, dass auch Luxemburg nicht vor solchen Schlagzeilen verschont bleibt. Weiterbildung in diesem Bereich ist somit unerlässlich.



Roland Rinnen



WEITERBILDUNG IM AUSLAND DES CENTRE D'INTERVENTION ECHTERNACH

Bei ihrem Besuch im TKZ- NRW Trainingszentrum knüpfte das Echternacher Einsatzzentrum einen Kontakt mit Lehrgangsleiter Marco Pfeuffer der Berufsfeuerwehr Wiesbaden.



Von diesem Lehrgang begeistert, wurde die Delegation aus Luxemburg zu einem Wochenende nach Wiesbaden zu der Berufsfeuerwehr eingeladen. Marco Pfeuffer und Thorsten Haag, zwei hauptberufliche Feuerwehrmänner, boten sich freiwillig an, dem Team aus Luxemburg noch weitere Einzelheiten zum Thema „neue Fahrzeugtechnologien“ zu erklären. Zusammen mit zwei Mitgliedern des Centre d'Intervention Mertert/Wasserbillig, nahmen 18 Mitglieder an dieser Weiterbildung teil.

Auf dem Weg nach Wiesbaden bot sich die Gelegenheit einen kurzen Aufenthalt beim THW in Bad Kreuznach zu machen.

Neben der Besichtigung des Stützpunktes, wurden uns die Aufgaben des THWs und ihre Einsatzgebiete erklärt.

Marco Pfeuffer, der dort ein Seminar über Rettungssägen abhielt, bot uns natürlich bei dieser Gelegenheit an, diese mitzuverfolgen.

In Wiesbaden angekommen, wurde uns die Feuerwehrrache 2 gezeigt, die auch zu Ausbildungszwecken genutzt wird. Morgens wurde Theorie abgehalten und nachmittags wurde an den Fahrzeugen gearbeitet.

Nach einem erfolgreichen und lehrreichen Tag, bedankte sich die Gruppe bei den Lehrgangleitern Marco Pfeuffer und Thorsten Haag. Das Team freut sich jetzt schon über die zwei Seminare die Marco über Rettungssägen im Ragtal abhalten wird.

Ein besonderer Dank geht an die Leitung des Echternacher Einsatzzentrums und an die beiden Kollegen von Mertert die zusammen mit den Kollegen aus Echternach an einem tollen, erfahrungsreichen Wochenende in Wiesbaden teilgenommen haben.



Centre d'Intervention Echternach

Jean-Christophe Dufour



SAFETYTOUR IM CI-LAROCLETTE

Das Einsatzzentrum Fels organisierte am 10. und 11. November 2012 ein THL (Technische-Hilfe-Leistung) Wochenende mit dem Safetytour Trainerteam. Hierbei handelt es sich um erfahrene Trainer, allesamt Berufsfeuerwehrleute aus Deutschland in

Zusammenarbeit mit Weber Rescue und S-Guard.



Das am Samstagmorgen mit einem theoretischen Teil beginnende Seminar, unter der Leitung von Ausbilder Ralf Müller, beinhaltete grundlegendes Fachwissen zum Thema technische Hilfeleistung bei PKWs und LKWs, die Grundlagen der patientengerechten Rettung in Verbindung mit einsatztaktischen Möglichkeiten und neue Fahrzeugtechnologien. Am Nachmittag folgten dann praxisorientierte Einweisungen und Lehrgänge, die in kleinen Gruppen zwischen 10 und 12 Leuten direkt an den Fahrzeugen durchgeführt wurden.

Der Sonntag stand dann ganz im Rahmen von praktischen Übungen. Gearbeitet wurde nach den „Standard Einsatzregeln“ und dem Leitfaden der „Golden Hour of Shock“. 40 Teilnehmer trainierten an 15 Fahrzeugen in unterschiedlichen Lagen, vom kleinen Unfall bis zum Massenanfall mit bis zu 4 Autos aufeinander gestapelt.

FISCH Patrick
Chef de Centre





D'VERWALTUNG VUN DEN HËLLEFSDENGSCHTER SICHT NEI INSTRUKTEREN FIR DEN SECOURISMUS.

**Hutt Dir Zait a Loscht lech am Intérêt vun äre Matmenschen ze engagéieren
a kënn Dir lech a folgende Beräicher aus:**

- Anatomie a Physiologie
- Pathologien
- Microbiologie
- Reanimation
- Psychologie, Sociologie an Pédagogie.

Wëllt Dir är Kenntniss an dëse Beräicher verdéiwen an ärt Wëssen un
d'Bevëlkerung an d'Membere vun de Rettungsdëngschter wiederginn, dann
mëllt lech fir d'Ausbildung zum Instrukter am Sekurismus, déi den Hiescht
ufänkt.

Scheckt är schrëftlech Demande un d'Verwaltung vun den Hëllefsgeschter
an kompletteiert si durch folgend Dokumenter:

- en Extrait aus dem Casier judiciaire (net mei aal wei 2 Meint)
- e Noweis dass dir en Eischt-Hëllef Cour gemaach hutt
- de Fäegkeetsbrevet als Secouriste-Ambulancier, an uschléissend dozou
4 Joer Erfahrung, oder den Diplôme als Infirmier.

Dir musst dann nach den de medezineschen Eegenungstest vum Service
Médical vun de Rettungsdëngschter bestoen, an dann sidd Dir dobai.

Umeldeschluss ass de **15. August 2013** bei der Madame Lydia Matysik,
1, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Tél.: 49 77 1- 413.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des services de secours

Division administrative, technique et médicale

CHANGEMENTS DANS LES CADRES

- Par arrêté du 19 novembre 2012, démissions honorables de leurs fonctions de chef du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires, respectivement de chef-adjoint du même groupe, ont été accordées, sur leur demande, à **Monsieur Kevin Thix** de Huldange et **Madame Mandy Fautsch** de Wiltz.
- Par arrêté du 19 novembre 2012 ont été désignés membres du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires les personnes suivantes :

Monsieur Back Patrick de Canach

Monsieur Biehl Frank de Rehlingen-Siersburg (Allemagne)

Monsieur Bieber Joël de Capellen

Monsieur Bodeving Manuel de Wiltz

Madame Deutsch Chantal de Weiten (Allemagne)

Monsieur Doerfel David de Weiler-la-Tour

Monsieur Facchinetti Steve de Dudelange

Monsieur Garidel Serge de Greiveldange

Monsieur Hoffmann Gilles de Goetzingen

Monsieur Hoffmann Gérard de Huncherange

Monsieur Hourte Benjamin de Gorcy (France)

Monsieur Kriepps Bram de Moutfort

Monsieur Legil Yves de Bergem

Monsieur Lentz Emile de Greiveldange

Monsieur Massard Laurent de Steinfort

Monsieur Massart Simon de Luxembourg

Monsieur Meyer Steve de Mamer

Monsieur Neyens Pol de Canach

Monsieur Nicoletti Andrea d' Alzingen

Monsieur Olsem Paul de Schifflange

Monsieur Pasquini Guy de Septfontaines

Monsieur Pelot Christophe d'Onville (France)

Monsieur Rob Marc de Luxembourg
Monsieur Ruppert Olivier de Berchem
Monsieur Stringaro Frédéric de Mondercange
Monsieur Tavernier Brice de Luxembourg
Madame Tonon Valérie d'Ehlerange
Monsieur Turmes Michel de Hunsdorf
Monsieur Wagener Serge de Steinfort
Monsieur Weisgerber Alain de Nothum
Monsieur Zeihen Tom de Kehlen.

Messieurs Hourte Benjamin de Gorcy, **Massart Simon** et **Turmes Michel**, rempliront les fonctions d'experts dudit groupe.

- Par arrêté du 7 janvier 2013, ont été désignés instructeurs aux techniques de la lutte contre l'incendie du 20 décembre 2012 au 20 décembre 2017 :

Monsieur Laurent Massard de Steinfort
Monsieur Jérôme Kihm de Nocher
Monsieur Paul Daems de Schoos
Monsieur Christophe Mannes de Bertrange.

- Par arrêté du 9 janvier 2013, démission honorable de ses fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Troisvierges a été accordée, sur sa demande, à **Monsieur André Siebenaller** de Drinklange.

Le titre honorifique des fonctions exercées à la protection civile a été conféré à **Monsieur André Siebenaller**.

Par le même arrêté a été désigné aux fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Troisvierges, **Monsieur Roland Simon** de Troisvierges.

- Par arrêté du 1^{er} février 2013 ont été désignés instructeurs en secourisme jusqu'au 1^{er} février 2018 :

Monsieur Jerry Ast, Luxembourg,
Monsieur Frank Bauler, Luxembourg,

Docteur Pierre Blaise, Luxembourg,
Docteur Karel Brabants, Bertogne (B),
Monsieur Jean-Paul Buijs, Blaschette,
Monsieur Robert Clesen, Merzkirchen (D),
Docteur Philippe Favrot, Howald,
Monsieur Paul Floerchinger, Burmerange,
Madame Pascale Folscheid, Luxembourg,
Monsieur Jean Fritsch, Bettembourg,
Monsieur Jeff Fritsch, Bettembourg,
Monsieur John Gaspard, Dudelange,
Monsieur André Gillander, Luxembourg
Monsieur Carlo Gillen, Hemstal,
Monsieur Romain Haas, Schouweiler,
Monsieur Pascal Hengen, Lintgen,
Monsieur Jean-Marie Hermes, Luxembourg,
Monsieur Jeff Herr, Lintgen,
Madame Pascale Hoffmann-Wagner, Luxembourg,
Monsieur Jean-Marie Klein, Niederfeulen,
Monsieur Alain Kleinbauer, Esch-sur-Alzette,
Madame Nadia Krier, Roodt-Syre,
Docteur Benoît Lavalleye, Nolleaux (B),
Monsieur Richard Majeres, Ettelbruck,
Monsieur Martial Martin, Neunkirchen (D),
Monsieur Marco May, Erpeldange,
Monsieur Christian Meyer, Fentange,
Madame Danièle Molling-Spennner, Bettembourg,
Monsieur Guy Mousel, Luxembourg,
Monsieur Jean-Paul Oth, Olm,
Madame Christiane Oth-Gallion, Olm,
Monsieur Alain Plumat, Soleuvre,
Madame Sandra Poos, Wecker,
Monsieur Marc Portzen, Untereisenbach,
Madame Berthe Roth-Zwank, Esch-sur-Alzette,
Madame Marguerite Schmit-Voermans, Hosingen,
Monsieur Jean-Marie Schmitz, Schieren,

Monsieur Mario Schroeder, Luxembourg,
Monsieur Martin Simon, Dudelange,
Monsieur Marc Steffes, Altrier,
Monsieur Fernand Streff, Pétange,
Madame Sonja Villemot-Sloniewicz, Sanem,
Monsieur Patrick Weyrich, Niederanven,
Madame Michèle Wieland-Kleeblatt, Noertzange,
Monsieur Ernest Wiot, Pétange,
Docteur Oxana Zbarakh, Sandweiler.

- A été désigné instructeur en chef en secourisme pour une durée de cinq ans : **Monsieur Martin Simon**.
- Ont été désignés instructeurs en chef adjoints en matière de secourisme pour une durée de cinq ans : **Madame Christiane Oth-Gallion** et **Messieurs Frank Bauler, Marco May** et **Marc Portzen**.
- Ont été désignés instructeurs en sauvetage jusqu'au 1^{er} février 2018 :

Monsieur Daniel Belardi, Tétange,
Monsieur Carlo Birscheidt, Lintgen,
Monsieur Christian Flammang, Dudelange,
Monsieur Francis Kayser, Stegen,
Monsieur Gilles Klein, Peppange,
Monsieur Romain Lemaire, Soleuvre,
Monsieur Paul Mainz, Bettendorf,
Monsieur Serge Muller, Leudelange,
Monsieur Guy Schiltz, Lintgen,
Monsieur Paul Wilwert, Bettel.

- A été désigné instructeur en chef en sauvetage pour une durée de cinq ans : **Monsieur Carlo Birscheidt** de Lintgen. Ont été désignés instructeurs en chef adjoints en sauvetage pour une durée de cinq ans : **Messieurs Francis Kayser, Paul Mainz** et **Paul Wilwert**.

- Ont été désignés instructeurs en matière de protection radiologique jusqu'au 1^{er} février 2018 :

Monsieur Patrick Breuskin, Sanem,
Monsieur Raymond Kirsch, Luxembourg.

- Ont été désignés instructeurs en matière de sauvetage aquatique et de plongée jusqu'au 1^{er} février 2018 :

Monsieur Roland Disiviscour, Noertzange,
Monsieur Paul Hermes, Wintersdorf (D),
Monsieur Mike Hetto, Vianden,
Monsieur Luc Scholtes, Grosbous,
Monsieur Marc Schroeder, Rumelange,
Monsieur Michel Streng, Fohren,
Monsieur Ralph Walers, Niederpallen,
Monsieur Fred Werer, Hostert.

- A été désigné instructeur en chef en matière de sauvetage aquatique et de plongée pour une durée de cinq ans : **Monsieur Roland Disiviscour** de Noertzange. A été désigné instructeur en chef adjoint en matière de sauvetage aquatique et de plongée pour une durée de cinq ans **Monsieur Marc Schroeder**.
- Par arrêté du 1^{er} mars 2013, **Madame Florence Ahlborn** de Luxembourg, a été désignée membre du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires.

LIENS INTERNET

Administration des services de secours	www.112.lu
Base Nationale de Support Lintgen	www.bns.lu
Centre de Secours d'Ettelbruck	www.ciett.lu
Centre de Secours de Bettembourg	www.cibett.lu
Centre de Secours de Bigonville	www.cibig.lu
Centre de Secours de Diekirch	www.diekirch.lu
Centre de Secours de Dudelange	www.cid.lu
Centre de Secours de Echternach	www.echternach.lu
Centre de Secours de Hosingen	www.cihosingen.lu
Centre de Secours de Kayl	www.ciskt.lu
Centre de Secours de Larochette	www.ci-larochette.lu
Centre de Secours de Mamer	www.cisma.lu
Centre de Secours de Mertert-Wasserbillig	www.cimw.lu
Centre de Secours de Pétange	www.protexpetange.lu
Centre de Secours de Redange	www.pcreiden.lu
Centre de Secours de Remich	www.remich.lu
Centre de Secours de Schengen	www.cisch.lu
Centre de Secours de Schiffange	www.spschiffange.com
Centre de Secours de Steinfort	www.cist.lu
Centre de Secours de Troisvierges	www.citroisvierges.lu
Centre de Secours de Wiltz	www.ciwiltz.lu
Centre de Secours Esch-sur-Alzette	www.cisea.lu
Centre d'Intervention de Junglinster	www.ciju.org
Sapeurs Pompiers Professionnels	www.vdl.lu
Groupe Canin	www.groupecanin.lu
Groupe de support psychologique	www.suppsy.lu
Etat	www.etat.lu
Police Grand-Ducale	www.police.lu
Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers	www.pompjeesverband.lu
Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois	www.fhlux.lu
Croix Rouge Luxembourgeoise	www.croix-rouge.lu
Association des médecins et médecins-dentistes	www.ammd.lu
Gefahrengutdaten	www.ericards.net
Syndicat des Pharmaciens luxembourgeois	www.pharmacie.lu
Luxembourg Air Rescue	www.lar.lu
Armée luxembourgeoise	www.armee.lu
Association luxembourgeoise des infirmiers en Anesthésie et Réanimation	www.aliar.lu
Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste	www.cmcm.lu
Meteolux	www.meteolux.lu
Réagis	www.reagis.lu

RÉPERTOIRE TÉLÉPHONIQUE

ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS : www.112.lu 1, rue Robert Stümper - Z.I. Cloche d'Or - L-2557 Luxembourg-Gasperich • tél. 49771-1 • fax 49771-771 / réception tél. 49771-313 (heures d'ouv.: 9:00-17:00) Central des secours d'urgences (fax 49 38 88) INFO Pharmacies et Hôpitaux de garde INFO Cours de premiers secours Helpdesk Intranet (RIBEIRO Fabio)					
112 9007 1234 3 493 492 49771 - 448					
Direction FEIDER Michel	Directeur	tél. 49771-406 247-84665	fax 49771-771	helpdesk@secours.etat.lu e-mail michel.feider@secours.etat.lu	
Division de la protection civile BLEY Guy	Chef de division	49771-305	49771-9305	guy.bley@secours.etat.lu	
Division d'incendie et de sauvetage DI GENOVA Alain	Chef de division	49771-404	49771-9404	alain.di-genova@secours.etat.lu	
Division administrative, technique et médicale LARSEN Tine A.	Chef de division	49771-431	49771-9431	tine.larsen@secours.etat.lu	
BRAUN Ferny	Congé spécial des volontaires, formation sauvetage	49771-429	49771-9429	fernyn.braun@secours.etat.lu	
BRÜCK Charles	service technique	49771-411	49771-771	charles.bruck@secours.etat.lu	
CLESEN Robert	instruction en secourisme	49771-402	49771-771	robert.clesen@secours.etat.lu	
DECKER Thierry	service technique	49771-405	49771-771	thierry.decker@secours.etat.lu	
FEITZ Nicole	comptabilité	49771-412	49771-771	nicole.feitz@secours.etat.lu	
FLOORCHINGER Paul	stock sanitaire, service médical	49771-432	49771-771	paul.floerchinger@secours.etat.lu	
GEERS Daniel	affaires générales, projets spécifiques	49771-442	49771-771	daniel.geers@secours.etat.lu	
GILLEN Gisèle	secrétariat, assurances	49771-407	49771-771	gisele.gillen@secours.etat.lu	
GREIS-KRANTZ Karin	budget, marchés publics	49771-421	49771-771	karin.greis@secours.etat.lu	
GROF Patrick	gestion des stocks, réservations ambulances pour manifestations	49771-445	49771-771	patrick.grof@secours.etat.lu	
JUNG-BARADEL Nadine	comptabilité	49771-409	49771-771	nadine.jung@secours.etat.lu	
KAYSER Francis	stock matériel, instruction en sauvetage	49771-341	49771-771	francis.kayser@secours.etat.lu	
MATYSIK Lydia	organisation cours en secourisme	49771-413	49771-771	lydia.matysik@secours.etat.lu	
MELDE David	organisation tests de premiers secours	49771-310	49771-771	david.melde@secours.etat.lu	
OTH Claudine	personnel, charroi, internet, formation ambulanciers	49771-408	49771-771	claudine.oth@secours.etat.lu	
SCHLEICH Gilbert	service technique	49771-401	49771-771	gilbert.schleich@secours.etat.lu	
SCHUH Christopher	chef de salle CSU 112	49771-504	49771-771	christopher.schuh@secours.etat.lu	
WIELAND-KLEEBLATT Michèle	instruction en secourisme	49771-441	49771-771	michele.wieland@secours.etat.lu	
Atelier et Base Nationale de Support - BNS 73C, route de Diekirch L-7440 Lintgen					
BIRSCHIEDT Carlo		32 03 87	32 77 67	carlo.birschheid@secours.etat.lu	
FERRERA Filipe		32 03 87	32 77 67	filipe.ferreira@secours.etat.lu	
Ecole Nationale de la Protection Civile - ENPC Maison 93 L-9684 Schimpach					
MARNACH Armand		94 92 33-1	94 92 33 337	enpc@secours.etat.lu	
Ecole Nationale du Service d'Incendie et de Sauvetage - ENSIS 25, rue de la Wark L-9175 Niederfeulen					
SCHMIT Hubert, instruction en matière d'incendie		81 81 41	81 76 91	ensis@nsp.lu	
Service Médical - 112, boulevard Patton L-2316 Luxembourg		49771-302	49771-771	hubert.schmit@secours.etat.lu	
		26 18 55 30	24 18 45	medico@secours.etat.lu	

IMPRESSUM

Grand-Duché de Luxembourg
Ministère de l'Intérieur et
à la Grande Région
« Fir dech a fir däi Land »
Publication périodique de l'Administration des
services de secours
No. 77

RÉDACTION

Administration des services de secours
1, rue Robert Stümper – L-2557 Luxembourg
Tél : 49 77 11 – Fax : 49771-771

CONCEPTION

Metaph sàrl

IMPRESSION

Imprimerie Faber - Mersch

